

Recherche

Le ministère de la culture et de la communication et le CNRS partenaires

et Culture

Linguistique

Conservation et restauration
des biens culturels

Ethnologie et anthropologie

Architecture

Archéologie

Recherche musicale

Informatique documentaire

Musicologie

Histoire de l'art





Recherche

Le ministère de la culture
et de la communication
et le Centre national de
la recherche scientifique
partenaires



et Culture



Préfaces

J'ai souhaité, par le renouvellement et l'enrichissement de l'accord entre le ministère de la culture et de la communication et le Centre national de la recherche scientifique, marquer un nouvel élan pour la politique de recherche dans les secteurs culturels.

De nouvelles formes de production et d'échange des savoirs, des méthodes inédites d'analyse et de conservation du patrimoine culturel, des moyens innovants de création et de diffusion artistique voient en effet sans cesse le jour grâce au progrès de la recherche et des technologies. Leur appropriation par les professionnels de la culture impose une synergie avec le monde scientifique, qui s'opère par des participations actives à des unités de recherche, par des conventions, par des échanges de personnels ou encore par des manifestations et publications communes.

Des projets de recherche pluridisciplinaires participent ainsi de façon essentielle aux objectifs que j'ai fixés au ministère de la culture : protéger et valoriser le patrimoine culturel dans toutes ses dimensions, favoriser les conditions de la création, développer les enseignements artistiques, analyser l'impact des industries culturelles, diffuser la culture au plus grand nombre... Les sujets abordés dans cette brochure illustrent ainsi largement les coopérations scientifiques qui ont pu se construire sur ces thématiques entre le ministère de la culture et le CNRS.

Je souhaite donc que cette coopération puisse se poursuivre et s'enrichir de projets nouveaux, porteurs de développements pour le rayonnement et la diffusion de la culture.

Jean-Jacques Aillagon
ministre de la culture
et de la communication

Avant-propos

J'attache une importance toute particulière à la collaboration que scelle cet accord-cadre entre le CNRS et le ministère de la culture et de la communication, un accord exemplaire qui vise à un enrichissement réciproque des deux champs naturellement liés, ceux de la recherche et de la culture. Nul ne pourrait en effet nier que la culture ait pour vocation d'intégrer largement toutes les avancées de la science mais personne ne saurait s'étonner que la recherche ait elle-même pour vocation de prendre en compte en profondeur les différentes facettes de la culture. Au-delà de l'interface naturelle entre ces deux volets de l'activité humaine, l'accord mis en œuvre montre donc que si ces deux champs peuvent s'éclairer l'un l'autre, ils ont aussi vocation à partager des objets communs et à réunir création et connaissance, prolongeant ainsi, selon des modalités sans cesse renouvelées, une grande tradition humaniste.

Dans un monde où l'accélération des progrès techniques effraie parfois, l'affirmation du lien entre recherche et culture contribue à atténuer les peurs et témoigne vis-à-vis de la société en général de ce que la recherche peut servir la culture, notamment à travers ses avancées techniques, et également de ce que la recherche est aussi partie prenante de la culture.

Dans un monde où s'affirme un processus de globalisation, la recherche doit fournir les éléments nécessaires à l'interprétation des cultures locales, et j'entends par là aussi bien les constructions identitaires que les rapprochements entre cultures différentes. C'est bien sûr le rôle des musées des sciences et de société que de porter toutes ces analyses à la connaissance du public le plus large.

La collaboration avec le ministère de la culture et de la communication, proche du terrain grâce au renforcement de la décentralisation, accroîtra en outre, par le dialogue qu'elle organise entre spécialistes de haut niveau, la présence de la recherche en région.

Le présent accord-cadre signale la volonté d'inscrire cette coopération entre recherche et culture dans la longue durée, en proposant un dispositif à la fois souple et stable, qui permette un ajustement constant des moyens aux besoins de la recherche et à la diffusion de la culture et de l'ensemble des connaissances.

Claudie Haigneré
ministre déléguée à la recherche
et aux nouvelles technologies

C'est en 1992 que fut signé le premier accord-cadre entre le ministère de la culture et de la communication et le CNRS. Noué, notamment, autour d'institutions prestigieuses, comme le musée du Louvre, la Bibliothèque nationale de France ou bien l'IRCAM, ce dialogue constitue aujourd'hui une réalité bien établie. Il contribue à un enrichissement réciproque de ces deux formes de création que sont la recherche et la culture. Les champs de la collaboration sont très divers, allant de l'histoire de l'art à l'étude physico-chimique de la matière picturale. L'essentiel de ces opérations lie le ministère et le département des sciences de l'homme et de la société du CNRS. J'évoquerai ici, à titre d'exemple, l'archéologie ou l'égyptologie thébaine. Je citerai également la coopération concernant les études sur la conservation des documents graphiques, au service de l'archivistique, de même que l'ethnologie, l'architecture et l'urbanisme ou bien encore la langue française et l'informatique documentaire. Nos collaborations impliquent aussi d'autres champs

disciplinaires du CNRS, comme la chimie, les sciences et technologies de l'information et de la communication, ou les sciences pour l'ingénieur. Ainsi, les travaux en acoustique, en simulation des instruments, sont désormais de précieux auxiliaires de la musicologie. En 2003, plus de 30 unités ou groupements de recherche, répartis sur l'ensemble du territoire national, cristallisaient le partenariat entre le CNRS et le ministère de la culture. Notre coopération a su adopter les formes les plus favorables à l'épanouissement des projets. Je suis certain que la signature de ce nouvel accord-cadre permettra de la consolider, qu'elle en étendra le champ et l'enrichira. Que cet accord contribue encore à l'amélioration de la conservation des biens culturels et accroisse la connaissance de l'évolution des sociétés et des arts. Qu'il permette de nouvelles expériences communes, se tournant aussi, je le souhaite, vers cet horizon élargi que constitue aujourd'hui l'Europe. Ainsi mettrons-nous pleinement l'avancement du savoir au service de la culture et de la société.

Bernard Larroutou
directeur général
du Centre national de
la recherche scientifique



Sommaire

- 6 **Archéologie**
- 10 **Ethnologie, anthropologie**
- 14 **Histoire de l'art**
- 18 **Conservation et restauration** des biens culturels
- 22 **Musicologie**
- 26 **Recherche musicale**
- 28 **Architecture**
- 32 **Linguistique**
- 34 **Informatique documentaire**



Annuaire des structures communes de recherche

Archéologie

- 37 UMR 154
Archéologie des sociétés méditerranéennes : milieux, territoires, civilisations
- 38 UMR 5594
Archéologie, cultures et sociétés : la Bourgogne et la France orientale du Néolithique au Moyen Âge
- 39 UMR 5608
Unité toulousaine d'archéologie et d'histoire (UTAH)
- 40 UMR 5808
Institut de préhistoire et de géologie du quaternaire (IPGQ). Milieux, techniques et cultures préhistoriques
- 41 UMR 5809
Laboratoire d'anthropologie des populations du passé
- 42 UMR 6566
Civilisations atlantiques et archéosciences (C2A)
- 43 UMR 6636
Économies, sociétés et environnements préhistoriques (ESEP)

- 44 UMR 8142
Histoire, archéologie, littérature des mondes anciens (HALMA)
- 45 UMR 9993
Centre de recherches archéologiques Indus-Baluchistan
- 46 FRE 2640
Laboratoire d'archéologie et d'histoire thébaines (LAHTES)

Ethnologie, anthropologie

- 47 UMR 306
Centre d'ethnologie française (CEF)
- 48 UMR 2558
Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC)
- 49 UMS 1834
Préfiguration de la recherche au musée du quai Branly

Conservation et restauration des biens culturels

- 50 UMR 171
Centre de recherche et de restauration des musées de France (CzRMF)

- 51 FRE 2743
Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG)

- 52 GDR 2114
Caractérisation et compréhension des mécanismes physico-chimiques d'altération des matériaux du patrimoine culturel (CHIMART 2)

Histoire de l'art et musicologie

- 53 FRE 2514
Laboratoire de recherche sur le patrimoine français
- 54 UMR 6576
Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR)
- 55 UMR 2162
Atelier d'études sur la musique française des XVII^e et XVIII^e siècles
- 56 UMR 200
Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF)

Recherche musicale

- 57 UMR 7604
Laboratoire d'acoustique musicale (LAM)
- 58 UMR 9912
Sciences et technologies de la musique et du son (STMS)

Architecture

- 59 UMR 694
Modèles et simulations pour l'architecture, l'urbanisme et le paysage (MAP)
- 60 UMR 1563
Ambiances architecturales et urbaines
- 61 UMR 7136
Architecture, urbanisme, société (AUS)

- 62 UMR 7145
Laboratoire des organisations urbaines : espaces, sociétés, temporalités (LOUEST)

Histoire des sciences et des techniques

- 63 UMR 2139
Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques (CRHST)



Archéologie

Statues en bronze découvertes en 2001 au large du Cap-d'Agde : Jeune enfant et Éros (1^{er} s. av.-1^{er} s. ap., musée de l'Éphèbe, Agde).
© Arc'Antique, cl. J.-G. Aubert.



Ce partenariat s'est d'abord concrétisé par la cotutelle d'une dizaine d'unités mixtes de recherche (UMR) à dominante archéologique ou archéométrique et par le soutien à de nombreuses revues d'archéologie métropolitaine de dimension nationale et interrégionale.

En 2002, il a été marqué par la mise en place de la loi relative à l'archéologie préventive avec la sortie des décrets d'application et la création de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) suivi rapidement par la mise en place du programme interinstitutionnel des actions collectives de recherche (ACR). Ce dispositif, soutenu financièrement par le ministère de la culture et de la communication, le ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies, le CNRS et l'INRAP, a été conçu comme un outil incitatif destiné à favoriser le partenariat entre spécialistes des différentes institutions en charge de l'archéologie nationale pour mobiliser les gisements documentaires non encore publiés. Ce nouveau dispositif et ces initiatives ont été débattus avec l'ensemble de la communauté archéologique à l'occasion de multiples rencontres.

De décembre 2001 à juin 2002, des assises interrégionales ont rassemblé la totalité des personnels des services régionaux de l'archéologie, suivies en décembre 2002 d'assises nationales où la programmation scientifique et la coopération interinstitutionnelle ont été au centre des discussions.

En mai 2002, ce sont tous les directeurs d'unités

du CNRS développant une activité archéologique qui ont été rassemblés. Plusieurs réunions du comité de l'archéologie du CNRS, qui rassemble des représentants des deux sections du comité national de la recherche scientifique spécialisées dans l'archéologie et des représentants de toutes les institutions nationales et territoriales chargées de l'investigation archéologique et de la conservation du patrimoine, ont étudié les moyens d'activer et d'améliorer ces nouvelles formes de collaboration. Il a été fortement recommandé aux UMR existantes d'accueillir les archéologues des services régionaux de l'archéologie (MCC) et de l'INRAP, et à terme ceux des collectivités territoriales, pour amorcer ou poursuivre les coopérations exigées par la mise en valeur des données accumulées dans certaines fouilles programmées non publiées et dans les chantiers d'archéologie préventive, producteurs d'une quantité considérable de données trop souvent inexploitées.

Il est remarquable de constater que cette volonté commune de renforcer la coopération sur le terrain et dans la valorisation scientifique des résultats n'a pas été affectée par la crise institutionnelle et budgétaire qui a frappé l'INRAP un peu plus d'un an après sa création. En outre, les UMR à programmes archéologiques, en cours de contractualisation, sont engagées à solliciter la tutelle du ministère de la culture et de la communication et celle de l'INRAP : nombre d'unités ont ainsi formalisé leur partenariat avec les

Découverte de trois embarcations antiques lors de fouilles préventives à Lyon (parking Saint-Georges, place Benoît-Crépu, le 28 octobre 2003).
© J.-M. Refflé, DRAC Rhône-Alpes, ADAGP.



Vasseny (Aisne), nécropole gauloise. « Dame à la pendeloque » et détail de la pendeloque. © Inrap, 2002.

Archéologie

services régionaux, avec les services à compétence nationale de la sous-direction de l'archéologie (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines, Centre national de la Préhistoire, Centre national d'archéologie urbaine) et avec les directions interrégionales de l'INRAP avec lesquels ils entretiennent d'ores et déjà des relations actives. Au-delà des discours, cette politique de cotutelle des UMR est le garant d'une pratique durable de coopération, depuis l'activité de terrain jusqu'à la publication.

Parallèlement au chantier de la coopération scientifique, le ministère de la culture et de la communication, le ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies, le CNRS et l'INRAP ont ouvert le chantier de la politique éditoriale soutenue par les quatre partenaires institutionnels.

Cette politique éditoriale s'exprime dans le soutien, au plan des subventions et du personnel affecté aux multiples tâches précédant l'impression des revues et des ouvrages, apporté à de grandes collections, ainsi qu'à neuf revues**.*

Un projet d'unité mixte de service est en cours d'élaboration pour optimiser les formes de coopération dans l'aide à l'édition archéologique, à l'occasion de la création d'un nouvel outil de diffusion de l'information archéologique, Archéologie de la France-Information, support d'édition en ligne destiné à remplacer au plus tôt Gallia Informations et les Bilans scientifiques régionaux édités par les services régionaux de l'archéologie.

Cette unité aura vocation à encadrer certaines entreprises éditoriales impliquant d'ores et déjà l'ensemble des partenaires concernés :

Archéologie de la France-Information et les Documents d'archéologie française.

Ces différentes initiatives illustrent la volonté des tutelles de l'archéologie métropolitaine de consolider les fondements d'une coopération durable, couplant les exigences patrimoniales et scientifiques.

Entretien avec

Jean-François Texier
sous-directeur de l'archéologie, DAPA, ministère de la culture et de la communication
et François Favory
chargé de mission pour l'archéologie, département SHS, CNRS

* Comme Gallia, Gallia Préhistoire, les suppléments à Gallia et à Gallia Préhistoire, les Documents d'archéologie française

** Revue d'archéométrie et huit revues interrégionales : Aquitania, Revue archéologique de l'Est, Revue archéologique de l'Ouest, Revue archéologique du centre de la France, Documents d'archéologie méridionale, Revue archéologique de Narbonnaise, Revue archéologique du Midi médiéval, Revue du Nord.

Comment définiriez-vous votre action ?

J.-F. T. La sous-direction de l'archéologie (SDA) et le CNRS mènent ensemble une politique incitative. L'accord-cadre entre nos deux institutions, et celui signé en avril 2002 entre le ministère de la culture et le ministère de la recherche relatif à l'archéologie du territoire national ont l'avantage de tracer des lignes directrices qui permettent ensuite de mettre en œuvre des partenariats précis et de faire avancer certains chantiers. Depuis l'été 2002, nous avons ainsi mis au point de nouveaux partenariats à travers des actions collectives de recherche (ACR). Il s'agit d'actions thématiques programmées, interministérielles, qui fonctionnent par appel d'offres national sur des thèmes précis auxquels peuvent répondre des équipes du CNRS, des universités, des services régionaux de l'archéologie, des collectivités territoriales ou de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP). Pour ce dernier, les ACR vont offrir l'opportunité de valoriser l'énorme masse de données qu'il recueille et d'aboutir à des publications. La mise en forme des données archéologiques issues de l'archéologie préventive va pouvoir s'inscrire dans la continuité de leur traitement alors que jusqu'ici les personnels de l'INRAP n'avaient pas suffisamment de temps à consacrer aux travaux postérieurs aux fouilles.

F. F. Ma première urgence a été de m'occuper des rapports entre le CNRS et l'INRAP et de la concrétisation du nouvel accord-cadre entre le CNRS et le ministère de la culture et de la communication, ébauché en 2001. En mai 2002, nous avons réuni à la Maison de l'archéologie de Nanterre les directeurs d'UMR concernés par l'archéologie. Une cinquantaine étaient présents ainsi que le sous-directeur de l'archéologie, le vice-président du conseil national de la recherche archéologique (CNRA), le président de l'INRAP. L'objectif de cette réunion était de fédérer les forces de l'archéologie métropolitaine dans le prolongement de la loi sur l'archéologie préventive. Nous avons lancé un appel à la collaboration et à la formalisation d'accords de partenariat avec l'INRAP, à l'ouverture des UMR aux agents du ministère de la culture et de la communication et de l'INRAP, à la formalisation des multiples partenariats existant avec le ministère, à la participation active aux ACR.

L'UMR 154 et la publication en archéologie

L'UMR 154 intervient de manière très importante dans l'édition des résultats de la recherche en archéologie, soit par l'engagement dans les comités de rédaction et/ou de lecture de revues et de séries régionales, soit comme éditeur scientifique de plusieurs de ces séries. Ainsi en va-t-il pour les trois revues interrégionales reconnues par le ministère chargé de la culture et qui

bénéficient du soutien du CNRS : Documents d'archéologie méridionale (Protohistoire), Revue archéologique de Narbonnaise (Antiquité) et Archéologie du Midi médiéval (Moyen Âge). Plusieurs revues et séries nationales comptent également dans leur comité des membres de l'UMR 154 : Gallia, Documents d'archéologie française (DAF), Les Nouvelles

de l'archéologie, Études massaliètes, ainsi qu'une revue étrangère : Journal of Roman Archaeology (USA). Par ailleurs, deux séries sont directement éditées sous la responsabilité scientifique de l'UMR 154. Il s'agit des Monographies d'archéologie méditerranéenne et de Lattara. Les Monographies d'archéologie méditerranéenne sont destinées à promouvoir les

résultats des recherches archéologiques conduites dans les régions bordant les rivages du nord-ouest de la Méditerranée : France, Italie, Espagne concernant la Préhistoire récente (Néolithique, Chalcolithique), la Protohistoire (âges du Bronze et du Fer) et l'Antiquité (du début de l'Empire romain au début du Moyen Âge). Les travaux publiés sont ouverts à toutes les

Cette réunion a été l'acte fondateur du mouvement qui s'opère entre les UMR et les tutelles. Actuellement, onze UMR en archéologie sont partenaires du ministère de la culture, mais c'est un chiffre encore insuffisant. Par exemple, le Centre Camille-Jullian (UMR 6573), laboratoire d'histoire ancienne et d'archéologie du midi de la France, un des plus grands et des plus performants laboratoires du secteur, ou le Laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne (UMR 6572) collaborent ponctuellement avec le ministère de la culture sans avoir formalisé ce partenariat. Une de mes missions est d'encourager ces rapprochements : j'effectue une sorte de tour de France pour rencontrer les directeurs d'UMR et leur suggérer des collaborations.

Quelles sont les grandes actions engagées pour l'archéologie métropolitaine ?

J.-F. T. Une meilleure organisation territoriale et thématique de la recherche archéologique sur le territoire a besoin d'être effectuée avec la mise en place d'une carte d'organisation territoriale nationale équilibrée et homogène. Notre objectif commun est de développer progressivement une meilleure couverture du territoire national en favorisant la création d'unités communes de recherche dans les régions comptant encore trop peu d'intervenants comme dans le grand Est. L'ouverture des UMR aux archéologues des collectivités territoriales est également une priorité que facilitera la réforme de la loi sur l'archéologie préventive.

Parallèlement, on constate dans les travaux actuels à la fois trop de lacunes et trop de recherches redondantes au niveau régional. Des programmes collectifs de recherche (PCR) incitatifs constitueront des creusets pour le développement sur tout le territoire.

Une programmation concertée entre les services des DRAC, le CNRS, l'Université et les conservateurs territoriaux est devenue incontournable. Il convient de faire évoluer une pratique de l'archéologie préventive que certains qualifient du « tout patrimonial », étape sans doute inévitable pour notre discipline mais qui doit faire maintenant place à une approche scientifique plus sélective. Il faut donc renoncer à l'exhaustivité pour mener jusqu'au bout des opérations de qualité allant de la fouille à la publication.

La programmation nationale des recherches s'est le plus souvent limitée à une simple nomenclature de programmes. Il faut la repenser à un échelon régional ou interrégional, période par période. Trouver l'échelle pertinente est notre souci actuel.

F. F. Le Nord-Est est par exemple une zone géographique où le potentiel de la recherche archéologique est lacunaire. Il faut que le CNRS y crée des postes. Une autre lacune importante est la rareté de grandes synthèses sur un sujet donné. Il existe par exemple quantité de travaux sur la villa gallo-romaine, mais aucune synthèse au niveau national. C'est une orientation de travail que le département souhaite encourager.

Une plus grande interdisciplinarité doit être favorisée. Dès le début d'une fouille, la pluridisciplinarité est nécessaire. Les sciences de la terre, de la nature, de la vie, l'anthropologie sont concernées. Il est temps d'en finir avec les articles qui n'opèrent pas de synthèse et ne tirent pas de conclusion faute d'une mise en commun des connaissances.

Une vaste coopération va être effective autour de la datation au carbone 14 avec la mise en route du nouvel accélérateur de particules à Saclay, cofinancé par le ministère de la culture, le CNRS (départements des sciences chimiques et des sciences de l'homme et de la société), l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Outre les archéologues, ce système intéresse aussi les conservateurs de musées, les géologues, etc. ; un nombre de datations sera alloué à chaque secteur. D'autre part, un appel a été lancé auprès des équipes pour proposer de nouvelles références de datation.

Quelle orientation souhaitez-vous donner aux publications subventionnées ?

F. F. On constate un véritable foisonnement des initiatives dans le domaine de l'archéologie métropolitaine. Le ministère de la culture et, dans une moindre mesure, le CNRS subventionnent nombre de supports éditoriaux avec les collectivités territoriales et les associations. Là encore, un regroupement des efforts serait bénéfique. Au ministère comme au CNRS, nous sommes soucieux d'offrir à la communauté scientifique



disciplines et champs d'investigation intéressants l'archéologie, aux résultats des travaux de terrain comme aux synthèses thématiques et sont l'œuvre de tous les acteurs de l'archéologie, quelle que soit leur institution de rattachement. La collection, pilotée par un comité de rédaction, compte à ce jour quinze volumes. Une dizaine

d'autres est en préparation. La série Lattara est entièrement consacrée aux travaux archéologiques menés sur la commune de Lattes. Riche de quatorze volumes publiés, elle comprend, outre la publication régulière des fouilles du site de Saint-Sauveur, des études de mobiliers ou des approches thématiques et accueillera très prochainement la publication

des fouilles de sauvetage qui se multiplient sur le territoire communal. La liste détaillée des publications peut être consultée sur le site <www.adal.org>

Pierre Garmy, directeur de l'UMR 154, Archéologie des sociétés méditerranéennes : milieux, territoires, civilisations

Archéologie

de meilleurs outils. Nous allons pour cela mener ensemble deux actions : repenser le paysage éditorial et ouvrir les publications à l'international.

J.-F. T. Nous souhaitons créer une unité mixte de service (UMS) qui encadrera progressivement une partie des publications financées par le ministère et le CNRS. Elle s'attachera à rationaliser la ligne éditoriale, à construire des outils efficaces. Nous allons ainsi opérer une fusion entre *Gallia informations*, publié par le CNRS et les *Bilans scientifiques régionaux*, publiés par les services régionaux de l'archéologie (SRA), en un seul et même support : *Archéologie de la France - Information*. L'objectif est de restituer rapidement à la communauté scientifique le résultat des recherches. Plutôt que d'attendre une publication sur papier quatre ou cinq ans, nous visons la mise en ligne des résultats dans *Archéologie de la France - Information* en un an.

Un serveur, des outils d'indexation et des moteurs de recherche performants seront construits à cet effet. La mission de la recherche et de la technologie du ministère de la culture contribue à ce chantier avec l'objectif d'une mise en ligne en 2004. Le CNRS et la SDA vont fournir du personnel et des fonds. Deux infographistes venus de l'INRAP participeront à ce projet.

Je suis assez confiant quant à l'accueil que la communauté scientifique des archéologues réservera à une telle initiative. Contrairement à d'autres domaines de la recherche, les archéologues sont depuis longtemps organisés en divers comités et savent travailler en synergie.

Sur les traces des premiers Européens

Depuis 1984, la mission archéologique conduite en Bulgarie par J.-L. Guadelli (UMR 5808 du CNRS) s'est donné pour principal objectif de rechercher des témoignages des premières occupations humaines en Europe. Cette région constitue en effet l'un des passages obligés pour accéder au « vieux continent » à partir de l'Afrique et du Moyen-Orient. Les efforts de l'équipe viennent d'être récompensés par la mise au jour dans la grotte de Kozarnika, dans le nord-ouest

de la Bulgarie, d'une riche industrie dont l'âge est évalué entre 0,9 et 1,1 million d'années sur la base du paléomagnétisme et de la faune associée. À ce jour, seuls les rares vestiges trouvés à l'autre bout de l'Europe, à Orce dans le sud de l'Espagne, sont susceptibles de rivaliser en ancienneté avec ceux de Kozarnika. Actuellement, J.-L. Guadelli et son équipe s'attachent à définir les caractéristiques de cette industrie qui, sur la base des premiers résultats obtenus, apparaît relativement évoluée eu égard à son âge. Bien entendu, demeure l'espoir de trouver les restes des porteurs de cette industrie.

Jean-Pierre Texier, directeur de l'UMR 5808, Institut de préhistoire et de géologie du quaternaire, Milieux, techniques et cultures préhistoriques



Situation de la grotte de Kozarnika, Bulgarie. Cl. C. Ferrier.



Saint-Dizier (Haute-Marne), fouille de trois tombes aristocratiques franques (fin ^v^e - début ^{vi}^e s.). © INRAP, 2002, L. de Cargouët.



Ethnologie et anthropologie

L'ethnologie est présente depuis longtemps dans les préoccupations communes du CNRS et du ministère de la culture et de la communication, spécifiquement par les travaux conduits par le Centre d'ethnologie française et par l'incitation à des recherches thématiques sur appels d'offres, politique soutenue depuis 20 ans par la mission à l'ethnologie. Mais elle occupe aussi une place nouvelle.

Au-delà du désir d'extension des collaborations à des domaines comme celui de l'ethnomusicologie, de nouvelles orientations ont été retenues : conduire parallèlement une réflexion sur les politiques culturelles et participer à une insertion accrue de la recherche dans de grands établissements culturels.

Ainsi, une nouvelle unité mixte de recherche associe la mission à l'ethnologie du ministère de la culture et de la communication et le département des sciences de l'homme et de la société du CNRS. Il s'agit du Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC, UMR 2558) que dirige Daniel Fabre. La recherche s'y donne pour objet la notion de culture elle-même, qu'elle interroge dans ses trois acceptions dominantes,

scolaire, administrative et ethnologique ; la culture y est tenue non seulement pour une catégorie savante mais aussi pour un référent de la pratique sociale et politique de la formation des identités dans les sociétés modernes. L'originalité du projet attire de nombreux chercheurs, venus d'horizons différents, qui renforceront encore le caractère interdisciplinaire de la démarche scientifique.

Une collaboration s'organise en outre autour de grandes institutions muséales. C'est une haute ambition que de vouloir exposer les cultures des autres continents au musée des Arts et Civilisations du quai Branly. C'est un vaste programme que celui qui consiste à ne pas se contenter de les exposer dans des vitrines mais à s'appliquer à ce que les cultures soient pleinement constituées en objet de recherche et à permettre, dans le même temps, qu'un large public puisse en faire l'apprentissage. C'est également un pari que de vouloir inscrire l'ethnologie de la France dans le vaste ensemble que doit constituer le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille.

La cité de Carcassonne
en cours de restauration.
Cl. Léopold Verguet.



Faire et défaire les monuments :
église de Santa Maria la Vetere,
Catalforo (Sicile, Italie),
partiellement détruite par le
tremblement de terre de 1693.
Le crâne a été placé par le
photographe local, auteur du
cliché. Cl. Gaetano Blanco.

Ethnologie et anthropologie

Quelle est l'originalité du LAHIC ?

D. F. Le Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC) est une UMR très récente, créée en janvier 2002. Ses axes de recherche sont très nouveaux en France, et nos programmes ne reposent pas sur des problématiques existantes.

J'insiste sur l'intitulé choisi : « histoire de l'institution » et non « des institutions ». Nous étudions les mécanismes d'institution de la culture, comment une œuvre, un objet, une pratique deviennent porteurs d'identification pour un groupe ou des individus.

L'Europe est notre champ de recherche, car c'est là qu'est né le phénomène, mais notre définition volontairement très minimale du processus culturel est le témoin de la mondialisation d'une catégorie, le culturel, en dehors de la nature de ses manifestations. Une catégorie qui ne cesse de s'enrichir : une de nos chercheuses travaille ainsi sur le hip-hop.

Nos missions sont d'effectuer un bilan à partir des recherches pionnières effectuées depuis 1980 par la mission à l'ethnologie (direction de l'architecture et du patrimoine [DAPA], ministère de la culture et de la communication, dont nous sommes partenaire) et d'innover dans le domaine de l'anthropologie au sens le plus large du terme. Nous cherchons à forger de nouveaux outils conceptuels.

Nos champs de recherches intéressent tous les secteurs du ministère de la culture : les musées, la direction des archives, du livre... Mais notre propos est encore plus large. Il est de montrer la complexité des phénomènes culturels, en interrogeant les fondements même de la notion de culture. Le ministère de la culture est donc lui-même un sujet de recherche et non un commanditaire qui nous demanderait telle ou telle enquête sur la fréquentation des musées par exemple.

Comment travaillez-vous ?

D. F. Nous avons une approche très pluridisciplinaire. Les équipes associent historiens, anthropologues, sociologues, spécia-

listes de la langue et de la littérature... Le LAHIC est hébergé par la DAPA, à Paris, mais il comprend déjà d'autres pôles comme Carcassonne, Montpellier et bientôt Avignon : un mouvement que nous souhaitons élargir à toute l'Europe par la suite.

Nous avons défini quatre grandes problématiques sur lesquelles nos trente chercheurs travaillent ensemble, en séminaires bimensuels et, à l'occasion de rencontres nationales ou internationales, sur un thème plus précis. Viennent ensuite de grands chantiers communs et, enfin, des programmes propres aux équipes. Notre travail est organisé comme une architecture à trois niveaux

Pouvez-vous expliciter concrètement votre programme commun 2002-2005 ?

D. F. Notre axe « Institution de la culture » traite d'un sujet très novateur : l'étude des émotions patrimoniales. Son objet est la participation collective des spectateurs ou des utilisateurs d'un lieu à la constitution du phénomène patrimonial. Après l'incendie du parlement de Rennes, on a vu des gens pleurer dans la rue. Les ravages de la tempête de 1999 dans le parc de Versailles ont suscité une émotion très vive. Certains se sont portés volontaires pour parrainer le replantage d'un arbre. Ces réactions émotionnelles très fortes méritent une analyse. L'émotion patrimoniale est souvent poussée à son paroxysme par les campagnes de rénovation. Elles provoquent alors de véritables crises identitaires et génèrent des conflits ouverts avec les institutions. On peut penser à la mise en place des colonnes de Buren au Palais-Royal par exemple. C'est une problématique qui concerne toutes les institutions, et dans l'Europe entière.

Le programme « Langues, écritures, littératures » développe un axe consacré à la notion d'archive en tant que pratique sociale. Pourquoi tant de gens hantent les archives nationales ou départementales ? Comment organisent-ils leurs archives personnelles ?

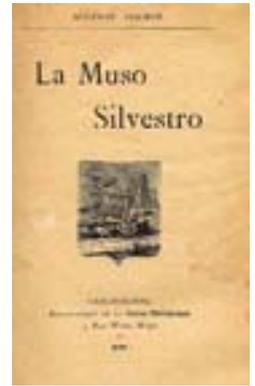
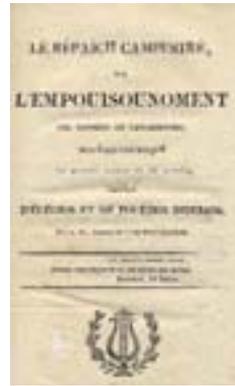
Entretien avec

Daniel Fabre

directeur de l'UMR 2558,
Laboratoire
d'anthropologie et
d'histoire de l'institution
de la culture (LAHIC)



La maison d'écrivain,
un lieu muséifié :
maison de George Sand
à Nohant (Indre).
La salle à manger (cl. P. Lemaître
© CMN, Paris)
et la chambre à coucher
(cl. A. Longchamp © CMN, Paris).



Monument habité :
la Bibliothèque nationale de
France, dessins d'étude, 1991.
Dominique Perrault architecte.
© BnF.



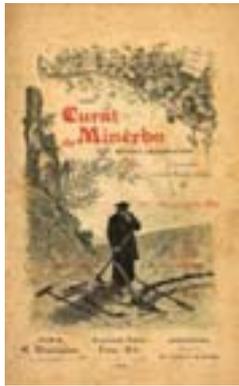
Littérature vernaculaire
(de gauche à droite) :

Las Martinados Aoutou, *Lé répaïch
campestré ou l'empouïsounement
dal barréou dé Carcassouno*,
Pouéno coumiqué, Carcassonne,
Imp. Labau, s.d.

Fourès, Auguste, *La Muso silvestro*,
Carcassonne, Bibliothèque de la
Revue méridionale, 1896.

Sol Margarido, *Lou curat de
Minèrbo (noubélo lengodoucianno)*,
ill. de N. Salières, préf. de F. Mistral,
Paris, H. Champion, 1892.

*Un projet gigantesque en
Languedoc au XVIII^e siècle*,
préf. de J. Seeker, Montpellier,
Coulet Lib. Éd., 1872.



Le programme de l'ethnopôle associant le LAHIC et le Groupe d'animation et de recherches en archéologie et en ethnologie (GARAÉ) comporte une réflexion sur l'anthropologie de la monumentalité.

Enfin notre programme « Institution archéologique » s'attache par exemple à définir l'imaginaire archéologique, des premiers « antiquaires » à Lara Croft.

Quelles publications avez-vous lancées ?

D. F. Un volume sur l'anthropologie de la monumentalité est d'ores et déjà sous presse à la fondation Maison des sciences de l'homme-Paris dans la collection « Ethnologie de la France » : *Les Monuments sont habités*. L'ouvrage traite du rapport entre l'habitant ou l'utilisateur et le monument, en France et en Italie. Carcassonne, la Bibliothèque nationale de France, le quartier Antigone conçu par Ricardo Bofill à Montpellier sont des exemples traités pour la France.

Nous allons publier fin 2003 ou début 2004 le résultat d'une enquête européenne sur l'écrivain et ses demeures en tant que lieu culturel (lieu muséifié, lieu pèlerinage...). Fin 2004, les actes du séminaire européen que nous organiserons sur les émotions patrimoniales devraient être disponibles. En 2005 paraîtront cinq volumes sur l'institution archéologique couvrant les cinq axes de recherches que nous avons définis : imaginaires, autochtonie, vérité-authenticité, écritures, politiques.

Regarder l'autre autrement

L'UMS 1834, support de la recherche au musée du quai Branly, est née de la volonté du CNRS, du ministère de la culture et de la communication et du musée du quai Branly de créer une structure commune afin de rapprocher les mondes de la recherche et de la conservation autour de la production d'outils multimédias destinés à accompagner ou à compléter la visite du futur établissement. Le premier projet de l'unité s'intitule « Regarder l'autre autrement ». Il s'agit d'un dispositif ambitieux, comprenant plusieurs heures de programme, qui a pour vocation de présenter l'anthropologie sociale – ses méthodes, ses résultats – comme la discipline de référence en ce qui concerne l'étude des sociétés exotiques traditionnelles (sans exclure d'ailleurs leur contemporanéité). Le système se caractérise par une hiérarchie en trois niveaux comprenant des définitions de notions qui débouchent sur un ultime niveau, dit « vignette ethnographique ». Celle-ci, dont la réalisation sera confiée à un

Ethnologie et anthropologie

ethnologue, illustre une expérience de terrain précise. L'une des originalités du dispositif réside dans le fait que la navigation interne ne repose pas sur le lien hypertexte, très arbitraire et extrêmement pauvre d'un point de vue cognitif, mais sur des circulations argumentées entre niveaux. Ce projet, bien avancé, doit prochainement prendre la forme d'un prototype et faire l'objet d'une phase de test.

*Emmanuel Désveaux,
directeur de l'UMS 1834,
Préfiguration de la recherche
au musée du quai Branly*



Histoire de l'art

Le Raincy (Seine-Saint-Denis),
église Notre-Dame-de-la-
Consolation, vitraux du chœur.

En incrustation à gauche :
Randan (Puy-de-Dôme), chapelle
du château, la Foi, par Vatinelle
d'après Béranger, Manufacture
royale de Sévres, 1831.

En incrustation à droite :
Laon (Aisne), ancienne cathédrale
Notre-Dame, rose ouest, détail
d'un vieillard de l'Apocalypse,
vers 1210.

© M. Hérold, Inventaire général/
MCC, ADAGP.

*L'histoire de l'art mobilise aujourd'hui
toute la gamme des sciences.*

*Les sciences « dures » y sont pratiquées pour l'analyse
des matériaux, dans les laboratoires de recherche
des musées ou des monuments historiques,
pour la datation des objets dans les laboratoires
d'archéologie ou d'architecture*,
pour les études statistiques issues
des grandes séries de l'Inventaire général
des monuments et richesses artistiques de la France.
Ce dernier a recensé dans 20 000 communes plus de
trois millions d'objets susceptibles de constituer la trame
d'une nouvelle histoire de l'art selon les vœux
d'André Malraux et d'André Chastel, ses fondateurs.
Les sciences naturelles sont partout présentes :
géographie, géologie bien sûr pour l'étude
des implantations architecturales et urbaines
ou l'art des jardins.*

*Les recherches d'histoire de l'art menées au ministère
de la culture et de la communication sont indissociables
des recherches en sciences humaines et sociales
conduites au CNRS : l'étude du patrimoine industriel
(comprenant également l'histoire des techniques)
ou celle de l'ingénierie culturelle doivent être traitées
dans des laboratoires où se côtoient historiens de l'art,
sociologues et ethnologues, comme au Laboratoire
d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture
(LAHIC)** ou à la FRE 2514 qui est appelée à rejoindre
la future UMR André-Chastel.*

*Cette dernière mènera les grandes enquêtes sur le vitrail,
l'orfèvrerie, l'architecture de villégiature,
le vocabulaire de l'ornement, etc.*

*L'UMR André-Chastel sera partie prenante de l'Institut
national d'histoire de l'art où seront regroupés les
principaux organes de recherche en histoire de l'art.*

*C'est le but de cette collaboration étroite entre le CNRS
et le ministère de la culture et de la communication
que de permettre ces croisements et ces rapprochements
qui fertilisent la recherche.*

* Cf. p. 18, le texte d'introduction
du chapitre « Conservation et
restauration des biens culturels ».

** Cf. p. 10-13, chapitre
« Ethnologie et anthropologie ».



À gauche : croix de procession, 1588 (détail), (Lavau-sur-Loire, déposée au Trésor de la cathédrale de Nantes.)

À droite, pot à eau, par Gilles Degage, 1755. (Nantes, musée Dobrée.)

© D. Pillet, Inventaire général/DRAC Pays-de-la-Loire, ADAGP.

Histoire de l'art

L'année 2003 a été une année charnière pour votre laboratoire...

C. M. En effet, notre FRE a préparé la fusion avec la FRE 2491, associée à l'université de Paris IV, pour constituer en 2004 une nouvelle unité, l'UMR André-Chastel, qui constituera un important laboratoire de recherche sur le patrimoine, du Moyen Âge jusqu'à l'époque contemporaine. Cette fusion est facilitée par l'installation des deux équipes dans les nouveaux locaux de l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) qui est sous la triple tutelle des ministères chargés de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Cette opération de regroupement est tout à fait exemplaire du mouvement amorcé au sein du département SHS du CNRS, qui comptabilisait jusqu'à présent pas moins de 454 unités. Grâce à cette fusion, notre équipe se verra renforcée par de nouveaux chercheurs du CNRS, par des universitaires et de jeunes doctorants. Au total, le nouveau laboratoire regroupera environ 80 personnes (sans compter les doctorants), ce qui est important pour notre discipline. Les instruments de la recherche sont concentrés à Paris, autour de la nouvelle bibliothèque d'histoire des arts, placée sous la tutelle de l'INHA, mais l'Inventaire ayant une dimension régionale, nous renforcerons l'effort de rapprochement avec les universités présentes sur tout le territoire, ce qui a déjà donné d'excellents résultats notamment avec l'université de Haute Bretagne.

Qu'attendez-vous de ce rapprochement ?

C. M. L'Université s'est traditionnellement intéressée à l'étude des grands édifices remarquables et l'Inventaire plutôt à une étude locale des édifices d'importance moyenne : le croisement de ces deux axes, de ces deux méthodes, va pouvoir donner une vision élargie du patrimoine dans sa diversité. D'autre part la vocation de l'Inventaire et de notre FRE était d'étudier le patrimoine français, tandis que les recherches de notre partenaire s'inscrivaient dans les perspectives de l'art européen : la fusion de nos équipes permettra de construire un meilleur outil d'analyse du patrimoine dans toutes ses dimensions, de la micro-histoire du patrimoine local aux grands courants artistiques européens. Les approches transversales seront plus aisées : une étude sur les ornements

concerne l'architecture aussi bien que l'orfèvrerie ou les vitraux. La logique de la recherche, polymorphe et transversale, échappant par nature aux institutions, l'accord-cadre sera le support idéal des rapprochements et des synergies nécessaires à notre activité.

Quels sont vos axes de recherche ?

C. M. Depuis 1964, l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France institué par André Malraux a effectué des recherches novatrices pour l'histoire de l'art et de l'architecture, liées au territoire. Mais, à l'issue des travaux dans chaque région, il fallait croiser les résultats au niveau national, voire opérer des confrontations européennes, ce que pouvait faire un laboratoire lié au CNRS. Prenons le cas des arts précieux. Produits localement, les émaux, comme l'argenterie, s'exportent, se copient, voyagent en somme. De même, le phénomène de la villégiature (stations balnéaires, thermes, de sport d'hiver...) résulte d'influences nationales, voire européennes, tant du point de vue architectural que social. Pour le patrimoine industriel, l'axe d'étude était les filières de production : pourquoi telle région produit tel type de matériaux ?

L'objectif est de poursuivre et d'achever la publication de nos travaux sur trois grands corpus : vitrail, orfèvrerie et émaux, mais aussi de lancer ou relancer de nouvelles recherches.

À la faveur du renforcement de l'UMR, le programme sur le tissu urbain va pouvoir prendre une nouvelle dimension. Le CRHAM (Centre de recherches sur l'histoire de l'architecture moderne), dont la FRE 2491 est en quelque sorte l'héritière, avait publié sous la direction d'André Chastel un ouvrage sur le quartier des Halles à Paris ; de son côté l'Inventaire général a publié des études fondamentales sur la forme urbaine de plusieurs villes importantes (Montpellier, Blois, Laon, etc.). Le rapprochement des deux équipes dans la nouvelle UMR permettra de poursuivre l'étude sur les villes, d'étudier les arrondissements périphériques de Paris et d'étendre la recherche au tissu suburbain pour dégager une problématique générale. Le *Vocabulaire de l'urbanisme* (Monum/Éditions du patrimoine) récemment paru sera un outil précieux pour en fédérer l'expression.

Entretien avec

Claude Mignot

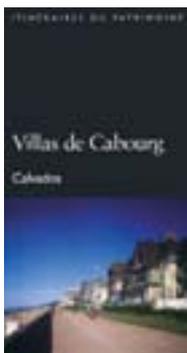
directeur de la FRE 2514,
Laboratoire de recherche
sur le patrimoine français



Une grande usine tubulaire du xx^e siècle : la raffinerie de pétrole du Petit-Couronne (Seine-Maritime).
© C. Kollmann, Inventaire général/DRAC Haute-Normandie, ADAGP.



Ancienne manufacture de draps, Elbeuf, xviii^e - début xix^e siècle.
© C. Kollmann, Inventaire général/DRAC Haute-Normandie, ADAGP.



À gauche.
Un pittoresque régional : Trouville, « maison normande », rue des Roches-Noires, 1862-1880. Cl. Cl. Mignot.

Villas de Cabourg, Calvados.
Itinéraires du Patrimoine n° 233. Éd. Cahiers du temps, DRAC Basse-Normandie, 2003.

En haut à droite.
La villégiature de bord de ville : Le Vésinet, villa Miraflores, par Bourgeois, 1905. Cl. Cl. Mignot.

En bas à droite.
Une source privilégiée : les guides de stations. Stéphane Ligerol, *La Côte d'Azur*, éd. 1894. © Ph. Fortin, E. Lambert, Inventaire général/MCC, ADAGP.



Deux nouveaux programmes seront lancés : l'architecture coloniale et la peinture murale, qui bénéficieront des apports de l'Université. Sur la peinture murale, beaucoup d'études ponctuelles et locales existent ; le projet serait d'en effectuer la synthèse. Sur l'architecture coloniale, dont les archives sont pour une grande part déposées à Aix-en-Provence, il faudra travailler en concertation avec d'autres équipes.

À quelles publications travaillez-vous ?

C. M. La nouvelle UMR André-Chastel aura deux supports éditoriaux privilégiés qui offrent un lieu d'expression pour les recherches les plus innovantes de toute la communauté des historiens de l'art : la *Revue de l'art*, éditée par le CNRS, et la revue électronique *In situ*, éditée par le ministère de la culture. Nous allons poursuivre l'achèvement de l'édition de nos trois corpus à long terme. Pour le vitrail, l'étude du nord de la France est terminée : six volumes ont paru, deux sont en voie d'achèvement sur les vitraux de Bretagne et de Basse-Normandie, en coédition entre le CNRS et Monum/Éditions du patrimoine. Trois ou quatre restent à construire pour couvrir la France méridionale.

Sur l'orfèvrerie, dix volumes ont été publiés dans la collection des « Cahiers du patrimoine » (Monum/Éditions du patrimoine), chaque publication étant accompagnée d'une grande exposition, ainsi à Nantes, Lyon, Dijon, Angers, comme bientôt à Reims et Lille. Tout se fait sous l'égide de l'Inventaire, avec des chercheurs associés dans un cadre éditorial homogène, proposant une étude des orfèvres, un catalogue de poinçons, mais aussi une sélection d'objets. Le livre sert de cata-



Deux massifs de haut fourneau : à gauche, celui de La Voulte (Ardèche) édifié en 1828 ; à droite, celui de Tronjois (Allier), élevé en 1788 et modernisé vers 1840.
© E. Dessert, R. Maston, Inventaire général/DRAC Rhône-Alpes, ADAGP.

Histoire de l'art

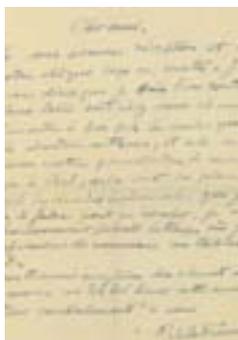
Les archives contemporaines de l'art

logue pour l'exposition organisée en collaboration avec les musées des villes concernées, et reste un ouvrage de référence pour les chercheurs.

Pour les émaux méridionaux, un volume est paru, un second est en préparation en collaboration avec des conservateurs du Louvre et le centre sur les émaux du musée de l'Évêché à Limoges, mais le reste de ce corpus énorme (plus de 10 000 objets) ne peut être mis à disposition que sous forme numérisée.

Toutes ces publications, essentielles à l'avancement de la recherche, établissent, pour toute la communauté scientifique, nationale et internationale, des bases de données pérennes sur le patrimoine français. Il s'agit là d'une mission d'intérêt public, dont les bénéfices ne peuvent se mesurer immédiatement. Seul l'État peut promouvoir un travail de fond à long terme.

Sur le thème de la villégiature, nos publications ont pris des formes beaucoup plus variées : monographies de stations, études d'une « côte », chapelet de stations que lie la même desserte ferroviaire, mais le sujet appelle une publication de type atlas au niveau du territoire national. Le concept de ville nouvelle est né de ce phénomène ; il serait bon d'en embrasser la totalité. Le dernier volume régional paru, sur la côte d'Émeraude, associait le ministère de la culture à travers les équipes de l'Inventaire régional, le CNRS et l'université de Rennes, puisque l'auteur principal était une doctorante. Cette forme de collaboration n'est donc pas tout à fait nouvelle pour nous. Nous avons également déjà débuté en collaboration avec l'université de Paris IV l'édition sous forme électronique d'un dictionnaire des architectes.



Roger de la Freshaye.
Lettre du 23 février 1920 à Louis Sue.
Bibliothèque de l'INHA, collections Jacques Doucet (fonds d'autographes, carton 19).

La connaissance des sources en histoire de l'art est une étape indispensable à tout projet de recherche quand leur vitalité et de la diversité des institutions patrimoniales. L'art de la période contemporaine (XIX^e-XX^e siècles) est en France le domaine le plus riche en archives et celui pour lequel les sources sont les plus mal connues. Aussi l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) a-t-il éprouvé la nécessité d'engager le programme « Archives de l'art de la période contemporaine » avec pour objectifs la création d'un guide en ligne et le traitement des fonds. Ce programme couvre l'ensemble du territoire français et les interventions sur les fonds d'archives se font en partenariat avec les archives, bibliothèques, universités, musées, et autres institutions patrimoniales conservant des fonds ouverts au public. À ce jour ont été renseignés et valorisés des fonds de la bibliothèque d'art et d'archéologie Jacques-Doucet, du musée national d'art moderne (bibliothèque

Kandinsky), des archives de la critique d'art, les archives d'Aurélie Nemours ; dans le futur, ces collaborations vont se poursuivre et s'étendre à des actions notamment au Capc musée d'art contemporain de Bordeaux et au musée des beaux-arts de Grenoble dans l'attente de nouveaux partenariats. En rendant plus visibles les ressources, ce programme est une incitation aux dépôts futurs auprès des différentes institutions du réseau en cours de développement.

*Alain Schnapp,
directeur général de
l'Institut national
d'histoire de l'art*



Conservation et restauration des biens culturels

Les questions auxquelles s'attachent l'historien de l'art et l'archéologue peuvent être sommairement réparties en deux catégories.

La première, relative aux faits, concerne les problèmes de la datation, du vieillissement, de la provenance et de l'attribution d'un objet ;

toute question de cette catégorie appelle en principe une réponse bien définie, quelles que soient les difficultés souvent considérables qui peuvent faire obstacle à la détermination correcte de cette réponse.

L'autre catégorie, relative à la signification des œuvres d'art et des objets archéologiques, recouvre des problèmes essentiellement ouverts : aucune interprétation ne saurait prétendre en donner le dernier mot.

L'histoire de l'art et des techniques se déploie dans cette ambiguïté épistémique : discipline factuelle, discipline herméneutique, indissolublement.

Ainsi, l'un des phénomènes les plus spectaculaires de la période récente est la contribution croissante des « autres sciences » (sciences des matériaux, de la vie et de la terre, etc.) à la résolution des questions du premier type.

L'anachronisme éventuel des liants, révélé par analyse chimique, laisse peu de chances au faussaire ; la nature des pigments utilisés, déterminée par microscope électronique à balayage, permet, dans une certaine mesure, de dater l'œuvre et d'en faciliter l'attribution.

Cette « technicisation » de l'histoire de l'art et de l'archéologie est-elle une menace pour sa dimension interprétative ?

Tout porte à croire que c'est exactement le contraire qui est vrai, comme le révèle l'activité du Centre de recherche et de restauration des musées de France (UMR 171), du Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (UMR 8573) et du GDR CHIMART.

L'analyse instrumentée, qui se porte en deçà des limites où l'œil humain peut aller, ne cantonne pas l'historien d'art et l'archéologue à l'étude des techniques, pas plus qu'elle ne les contraint à voir dans le créateur un simple maître des effets.

Edgar Degas, *Cheval à l'arrêt*.
Statuette en cire brune, vernis,
patine noire. Musée d'Orsay, Paris.
À gauche, radiographie de la tête.
Cl. C2RMF, T. Borel.



Conservation et restauration des biens culturels

Quelles sont l'histoire et la particularité de votre UMR ?

J.-P. M. L'UMR 171 intitulée « Laboratoire de recherche des musées de France » a été créée en 1995 pour associer le département des sciences chimiques du CNRS à la connaissance, à la conservation et à la restauration des objets archéologiques et des œuvres d'art. C'était une démarche originale car habituellement l'étude de notre patrimoine culturel relevait plutôt du département des sciences de l'homme et de la société. Cette initiative reste, aujourd'hui, un phénomène unique. Renforcer le pôle d'expertise physico-chimique, représentait une ouverture considérable et un défi. C'était assurer à tous nos travaux un « label CNRS » de qualité, gage d'un sérieux indéniable.

En 1998, l'UMR a été intégrée au Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF), qui bénéficie de moyens et de personnels de recherche du ministère de la culture et de la communication. Il y a, à l'heure actuelle, soixante personnes, dont sept chercheurs et ingénieurs du CNRS, qui participent à tous nos programmes.

Quel bilan faites-vous de ces huit années d'activité ?

J.-P. M. Notre association s'est révélée très productive. L'UMR a opéré de grandes avancées notamment dans le domaine de la méthodologie de l'analyse des œuvres. Accédant à la demande des conservateurs, les équipes ont développé des techniques non destructives, comme l'accélérateur de particules AGLAE, quotidiennement employé maintenant depuis quinze ans. Jean-Claude Dran, directeur de recherche au CNRS, coordonne la recherche et l'équipe qui travaille au fonctionnement de la machine. Deux ingénieurs du ministère de la culture et de la communication, Joseph Salomon et Thomas Calligaro, ont participé à sa construction.

Par exemple, on a pu prouver que ce que l'on avait longtemps pris pour de simples morceaux de verre rouge incrustés sur une statuette en albâtre du département des antiquités orien-

tales du musée du Louvre, *la déesse Ishtar*, étaient en réalité des rubis. On a alors analysé les éléments traces et on a pu déterminer la provenance des rubis de cette statuette. Il en a été de même pour les grenats des bijoux de la reine Arégonde trouvés dans l'abbatiale de Saint-Denis ; ces analyses ont été effectuées sans démonter ni toucher l'œuvre ! L'identification des pierres précieuses et de leur origine géologique a ouvert de nouvelles perspectives aux historiens de l'art et aux archéologues. Les rubis de la déesse Ishtar, trouvée à Babylone, proviennent ainsi de Birmanie... Ces résultats relancent la recherche comme l'intérêt des visiteurs des musées. Actuellement, un autre accélérateur encore plus performant est en cours d'installation à Saclay, cofinancé par le ministère de la culture, le CNRS (départements des sciences chimiques et des sciences de l'homme et de la société), le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Il permettra des datations très précises par le carbone 14, ce qui intéresse à la fois les conservateurs de musée, les archéologues et les géologues. Voici encore un bel exemple de mobilisation d'équipes d'horizons totalement différents dans un but commun : la datation.

Quels autres types d'outils avez-vous développés ou utilisés en collaboration avec le CNRS ?

J.-P. M. La tendance actuelle découle de l'expérience acquise avec notre premier accélérateur de particules et permet de mettre au point des méthodes non destructives.

Pour les tombes égyptiennes ornées de peintures et découvertes par Alain Zivie, chercheur à l'UMR 8567, nous avons étrenné un appareil portatif de microfluorescence X, qui a permis d'analyser la composition élémentaire des couleurs, sur place et sans prélèvement. Un précieux outil pour étudier, dans ce cas précis, un décor mural dont l'une des peintures représentait un peintre... et sa palette !

Entretien avec

Jean-Pierre Mohen
directeur de l'UMR 171,
Centre de recherche
et de restauration des
musées de France

Palette de Charles Avisseau, céramiste à Tours (1795-1861).
© C2RMF, D. Bagault.



Statuette de la déesse Ishtar (Mésopotamie, 1^{er} s. av.-1^{er} s. ap., musée du Louvre) devant l'extrémité de l'accélérateur AGLAE. © C2RMF, T. Borel.

Cathédrale d'Hildesheim (Basse Saxe), radiographie de l'une des 12 tours du lustre d'Hezilo. © C2RMF, T. Borel.



Pour mesurer le spectre, l'intensité et l'aspect de surface de la couleur, nous utilisons, de plus en plus, le gonio-spectrocolorimètre. Cet investissement a révélé que dans les portraits du Fayoum conservés au musée de Dijon, la qualité de la couleur des carnations ne dépendait pas d'un mélange de couleurs mais de la superposition d'une même couleur, provoquant cet effet de relief et de réalisme.

Nous utilisons aussi la thermoluminescence pour dater les céramiques et les objets en terre cuite : pour les Tanagra du Péloponnèse, afin de déterminer les faux et les parties rapportées ; pour les céramiques glaçurées de la famille Della Robbia conservées dans les collections du musée de Sèvres, afin d'identifier les œuvres de l'initiateur de cette technique.

Quelle est votre contribution dans la restauration des peintures ?

J.-P. M. C'est un aspect traditionnellement très important pour les musées de France. Au Louvre, les espaces de recherche occupent 5 000 m² en sous-sol et le pavillon de Flore est réservé à la restauration. Les restaurateurs, après avis des conservateurs des collections, demandent à l'UMR d'identifier les pigments, leur support, les vernis. Des conseils sont donnés sur les produits ou mélanges de produits destinés à nettoyer ou à restituer les parties manquantes des œuvres. L'UMR mène, en particulier, des études sur l'altération, notamment par les vernis utilisés en association avec certains pigments bleus et verts qui ont été employés dans la peinture des primitifs italiens.

Avec quelles autres institutions travaillez-vous ?

J.-P. M. En France, nous travaillons entre autres avec le Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH) situé à Champs-sur-Marne, le Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG), le Muséum national d'histoire naturelle, la Bibliothèque nationale de France et les universités Paris I et Paris VI.

Quels sont vos grands chantiers en cours et à venir ?

J.-P. M. Les grands axes de la recherche pour les années à venir concernent les méthodes non destructives transportables, comme la spectrométrie Raman utilisant des fibres optiques. Nous allons, par ailleurs, nous engager dans le projet Soleil, ce synchrotron ultra-puissant qui sera basé en région parisienne et permettra d'aller encore plus loin dans l'exploration de l'infiniment petit.

Nos grands chantiers de restauration de peintures sont actuellement, au Louvre, la galerie d'Apollon et à Versailles, la galerie des Glaces. Citons aussi la recherche menée sur le retable d'Issenheim du musée Unterlinden de Colmar, en collaboration avec les conservateurs du musée et une équipe allemande.

Quelles actions de valorisation menez-vous ?

J.-P. M. Nous assurons la direction d'une revue, *Technè*, qui paraît deux fois l'an. Éditée par la Réunion des musées natio-



Fibule de la reine Arégonde (détail). Les bijoux provenant de la nécropole mérovingienne de Saint-Denis ont été étudiés au C2RMF afin de connaître l'origine des matériaux et les techniques de fabrication.
© C2RMF, D. Bagault.

Conservation et restauration des biens culturels

naux, elle rend compte des travaux réalisés et des problématiques développées dans le domaine de la conservation et de la restauration en France mais également à l'étranger. Hormis tous les colloques internationaux auxquels nous participons, nous organisons avec la Société française de chimie le colloque « Art et Chimie » tous les trois ans et nous avons notre propre site internet depuis janvier 2003 (www.c2rmf.fr). Nous disposons également d'une base de données sur la peinture qui contient 140 000 images numérisées et 100 000 radiographies... Il s'agit d'une véritable source en imagerie scientifique dont les programmes de bases de données (VISEUM, ARTISTE, EROS...) sont développés avec tous les grands musées au niveau européen.

Conservation matérielle du patrimoine audiovisuel



Depuis de nombreuses années le Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG) se consacre à la conservation matérielle du patrimoine audiovisuel, que ce soient les films cinématographiques, les épreuves photographiques, les supports magnétiques (vidéo) ou optiques (cédéroms, DVD). Une étude menée en collaboration avec l'Institut national de l'audiovisuel s'attache au problème de la dégradation des bandes vidéo datant des années 70, dégradation connue sous le nom de sticky shade syndrome. L'étude comporte les objectifs suivants : identifier les produits d'altération ; envisager les possibilités d'évaluer l'état d'altération des bandes ; étudier la faisabilité d'une méthode de consolidation des bandes ou de tout autre traitement curatif avant transfert. Ce projet devrait trouver son prolongement dans

le cadre d'un contrat européen. Le passage au numérique ne résout pas tous les problèmes de conservation ; on manque par exemple de méthode d'évaluation de la dégradation des DVD. Ainsi, cet aspect fait partie d'un programme commun de recherche du ministère de la culture et de la communication, regroupant le CRCDG, le Laboratoire d'acoustique musicale et le Laboratoire national d'essais. Pour la photographie deux projets se mettent en place avec le musée Nicéphore Niépce (Chalon-sur-Saône). Le premier associe le CRCDG, le Centre de recherches sur les arts et le langage (unité mixte CNRS-EHESS), le C2RMF et le Getty Conservation Institute sur l'étude de la collection. L'objectif est de procéder à un certain nombre d'analyses en vue d'identifier l'origine, la nature et la composition d'objets qui posent question. Le deuxième projet consiste à définir les conditions d'exposition permanente d'originaux très fragiles appartenant au musée et les risques qui y sont associés. Ce sera l'occasion d'évaluer la fragilité des œuvres et de déterminer les modes d'éclairage les plus adaptés.

Bertrand Lavédrine,
directeur de l'UMR 8753,
Centre de recherches sur la
conservation des documents
graphiques



De haut en bas et de gauche à droite.

Microfilm dégradé (syndrome du vinaigre).

Test de qualité visuelle sur une bande magnétique.

Prélèvement sur une bande magnétique pour analyse chromatographique.

Mesure de la qualité d'un cédérom.

Observation sous microscope électronique de la surface d'une bande magnétique.



© CRCDG.



Nicolas Tournier,
Le concert (vers 1630).
Paris, musée du Louvre. (DR.)

Création de la lumière (détail),
France, xv^e s. BnF,
manuscrit Fr. 50, fol. 17.



Faire revivre le patrimoine, aider à mieux comprendre l'ensemble du répertoire musical dans son étendue et sa diversité, autant de missions qui incombent au ministère de la culture et de la communication.

Pour cela, le ministère et le CNRS se sont associés pour favoriser l'émergence et la constitution de pôles fédérateurs en musicologie.

Ainsi, en quelques années, trois unités mixtes de recherche ont vu le jour : le Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR, UMR 6576) ; l'Atelier d'études sur la musique française des xvii^e et xviii^e siècles (UMR 2162) ; l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF, UMR 200).

Si, historiquement, le terme de musicologie désigne « l'étude rationnelle de l'histoire et de la théorie de la musique », donc, a priori, toute étude visant à appréhender scientifiquement tout ce qui est relatif à la musique, il convient de préciser qu'aujourd'hui, dans son acception la plus courante, le terme recouvre plutôt une approche historique des phénomènes musicaux.

En conséquence, on parlera d'informatique ou de recherche musicale lorsque le travail vise à développer et mettre au point de nouveaux outils pour la création, d'acoustique musicale quand il s'agit d'étudier les caractéristiques physiques des instruments et d'ethnomusicologie si la musique est abordée en privilégiant les méthodes de l'ethnologie et de l'anthropologie.

Bien entendu, ces catégories se recouvrent, se complètent et s'hybrident, faisant de l'étude scientifique de la musique un champ interdisciplinaire original, nécessitant la conjugaison de compétences relevant d'un spectre méthodologique très large.

Dans tous les cas, il ne saurait y avoir de « recherche musicale », au sens le plus vaste du terme, sans une culture musicale solide. Ainsi, le travail du chercheur est confronté à une double exigence car soumis à l'appréciation duale de la raison et des sens.



Comment s'est constitué l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF) ?

S. B. L'IRPMF résulte d'un partenariat établi en 1996 entre le CNRS, le ministère de la culture et de la communication et la Bibliothèque nationale de France (BnF) (nous occupons une partie des locaux de son département musique). C'est une formation plutôt originale car les UMR sont le plus souvent associées à des universités. Nous avons certes des conventions de partenariat avec l'université de Tours pour des DEA et des doctorats, mais ce n'est pas le socle de notre activité. Les personnels de l'équipe sont répartis entre CNRS et ministère, c'est pourquoi notre site internet (www.irpmf.culture.fr) est hébergé par ce dernier. L'intervention de deux agents mis à disposition par le ministère, Pascal Denécheau et Monique Rousselle, tout comme celle des ingénieurs CNRS sont capitales au jour le jour pour secondar les chercheurs, imaginer avec eux des solutions. C'est le binôme essentiel au bon fonctionnement d'un laboratoire.

Quelles grandes actions menez-vous ?

S. B. Éditer les grands corpus des compositeurs est notre mission principale et représente une grande partie du temps de travail de l'IRPMF. Nous travaillons ainsi à la publication des œuvres complètes de Rameau en 38 volumes (*Opera Omnia*, catalogue thématique des œuvres, iconographie, archives) et de Debussy (œuvre complète, correspondance, sous la direction de Denis Herlin) en 34 volumes.

Vient ensuite l'édition d'ouvrages de synthèse de recherche historique et, par ailleurs, de recherche fondamentale : catalogues, dictionnaires. Nous avons créé en 2000 la collection « Sciences de la musique » (CNRS Éditions) pour regrouper sous une même marque une partie de ce que nous publions auparavant chez divers éditeurs généralistes. Ainsi se constitue le début d'un catalogue clair et cohérent, même si d'autres volumes paraissent hors collection. Mon souci est de créer une ligne éditoriale. Michèle Sorriaux (CNRS) me seconde largement dans cette tâche. Le rythme de publication est pour l'instant d'un volume par an, mais il devrait s'accélérer une fois la formule rodée. Nous avons beaucoup de manuscrits en

attente. La dimension iconographique est très importante et nous travaillons conjointement avec des historiens de l'art. Troisième activité phare, la constitution d'outils de documentation et de recherche. Notre iconothèque comprend 15 000 clichés en noir et blanc et 5 000 en couleurs — de peintures, dessins, estampes, sculptures, objets d'art dans lesquels la musique est présente : pratique du chant et de la danse, arts du spectacle, portraits de musiciens... Depuis 1998, Nicole Lallement, du CNRS, enrichit une base de données informatisée, Euterpe, qui comprend, actuellement, environ 10 000 images avec fiche associée. Consultable à l'IRPMF pour le moment, nous négocions sa mise en ligne sur internet avec la Réunion des musées nationaux et la BnF. Cette base est l'une des plus avancées d'Europe. Elle permet des recherches croisées dans un thésaurus thématique très riche et même la création de collections virtuelles.

Une autre base de données, Borée, a été axée à sa création en 1999 sur Rameau, mais tend à embrasser tout le répertoire de l'opéra au XVIII^e siècle. Borée est développée par Pascal Denécheau et contient déjà un catalogue du fonds documentaire Rameau de 455 notices, une bibliographie de 1 500 références et 600 documents d'archives dépouillées. Elle ne comprend pas d'images ; sa mise en ligne sera donc plus aisée. Notre quatrième mission est la formation des jeunes, avec l'université de Tours, les étudiants étant intégrés aux programmes scientifiques.

Dans le monde des chercheurs en musicologie, nous jouons un rôle de rassembleur en développant des axes de recherche volontairement transversaux, du point de vue de la chronologie comme des problématiques de recherche. Cela est très important à mes yeux : avec la confrontation des points de vue au fil du temps, la recherche s'enrichit. Des notions comme le goût, des thèmes comme l'apprentissage de la musique, le mécénat nécessitent la réflexion de chercheurs d'horizons différents. Seul un laboratoire comme le nôtre peut fournir la structure de rencontre propice. Ces thèmes donnent lieu à des séminaires dont les résultats seront publiés dans la collection « Sciences de la musique ».

Entretien avec

Sylvie Bouissou

directrice de l'UMR 200, Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF)



Maquette de costume pour l'opéra *Castor et Pollux* de Jean-Philippe Rameau : Castor en guerrier. BnF, musée de l'Opéra.



J. Cellier, luth (XVI^e s.).
BnF, département des manuscrits,
Fr. 9152, f. 184.

Le

Le programme « Ricercar » du Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR) fondé en 1991, a pour objectif de fournir des outils de recherche sur la musique de la Renaissance européenne et de diffuser le résultat de travaux scientifiques, individuels ou collectifs. Soutenu conjointement par le CNRS et le ministère de la culture, il repose sur un vaste réseau de

collaborations internationales et nationales. Parmi les outils de recherche, les bases de données occupent une place essentielle. Issues de campagnes de dépouillements (permettant, par ailleurs, l'enrichissement de la bibliothèque du CESR), elles concernent des champs précis pour lesquels une approche systématique semblait nécessaire. Ainsi a été réalisée

une base sur la chanson polyphonique du XVI^e siècle, comptant plus de 9 000 entrées, une base bibliographique de plus de 5 000 entrées et des ébauches de bases sur la théorie (dépouillement des écrits français), sur la musique instrumentale (2 000 fiches réalisées). À ces bases d'information s'ajoute une base d'iconographie musicale

Avez-vous d'autres publications régulières ?

S. B. La revue *Musique-Images-Instruments*, animée par Florence Getreau et Monique Rousselle, toutes deux personnels du ministère, est publiée depuis cette année par les Éditions du CNRS.

D'autre part, à l'issue de l'évaluation de nos quatre premières années d'activité, où l'UMR a été classée première par la section 35 du comité national du CNRS, un effort sur la com-

munication externe nous a été demandé. Nous publions donc tous les deux ans une brochure illustrée et des dépliants sur nos opérations phares, comme Euterpe ou Borée. Nous avons d'autre part récemment ouvert notre site internet, destiné à la fois à un large public et aux chercheurs.

Quels sont vos projets pour l'avenir ?

S. B. Tout d'abord, poursuivre les travaux sur les grands corpus de Debussy et de Rameau. Cécile Davy-Rigaux, recrutée par le CNRS en 2001 collabore activement à mes côtés à ce vaste programme. Le catalogue thématique des œuvres de Rameau voit le premier de ses cinq tomes paraître en 2003, mais cela couronne l'aboutissement de dix ans de préparation conduite en collaboration avec Catherine Massip. Ce chantier Rameau va nous occuper au moins jusqu'en 2014. Nous attendons dans les quatre ans à venir la publication des résultats des recherches menées par Damien Colas sur les orchestres parisiens au XIX^e siècle qui prendront la forme d'archives numériques consultables sur notre site. Plusieurs de nos chercheurs (Alessandro Di Profio, Andrea Fabiano, Anne Piéjus, moi-même) participent à un programme transversal sur l'Opéra de Paris conduit par Michel Noiray. L'étude de la vie musicale au Moyen Âge va faire l'objet d'une base de données baptisée Héloïse et d'un cédérom élaboré avec l'École des Chartes. Ce projet est animé par Olivier Culin, professeur à l'université de Tours. Nous travaillons également à l'établissement d'une base de données autour du *Mercurius galant*, un périodique du XVII^e siècle, vaste chantier auquel travaille Anne Piéjus. D'autres grands travaux en relation avec l'histoire sociale de la musique sont en cours sous la conduite de Joël-Marie Fauquet (*Dictionnaire de la musique en France au XIX^e siècle*) et de Myriam Chimènes (édition du *Journal demandant de Saint-Marceaux*). Le recrutement en 2001 de deux chercheurs CNRS, Cécile Davy-Rigaux et Anne Piéjus, nous a permis de lancer de nouveaux projets pluridisciplinaires autour du théâtre musical et du chant ecclésiastique sous l'Ancien Régime. Quant au travail sur nos bases de données existantes, il ne cesse jamais. C'est un enrichissement dont je ne vois pas pour l'instant la fin !



Lettre de Claude Debussy à Henry Lerolle (détail),
20 juin 1895.
Paris, coll. particulière. (DR.)

élaborée conjointement au « Pôle Image » du CESR et à un vaste projet européen de catalogage et d'exposition virtuelle (Culture 2000 : « Images of Music »). Ces bases sont, pour certaines, disponibles sur le site web de « Ricercar » (www.cesr.univ-tours.fr/Ricercar) et, pour d'autres, consultables au CESR ou sur des sites apparentés

(www.imagesofmusic.net). L'activité d'élaboration du savoir musicologique et de sa diffusion constitue un autre pan extrêmement important du programme « Ricercar ». Elle peut avoir été suscitée par la réalisation des bases de données. Elle participe aussi d'un souci plus général de valorisation du patrimoine musical, pratique (Du Caurroy, Le Jeune) et théorique (Dressler,

la notation) de la Renaissance, français ou non. Enfin, elle répond à des préoccupations actuelles de la musicologie (volumes consacrés à Ockeghem, Ciconia, la réception de la Renaissance, le motet au XVI^e siècle, musique et politique à la Renaissance). Organe de diffusion de cette activité, la collection « Épitome musical » (qui a succédé à la collection « Ricercar ») compte

aujourd'hui près de trente volumes (publiés chez Champion, Klincksieck, Minerve, Brepols). Les projets éditoriaux sont généralement entrepris en partenariat avec des interprètes, d'une part, et, d'autre part, des collectivités locales ou des associations qui partagent un même souci de diffusion de l'héritage musical de la Renaissance.

Philippe Vendrix,
directeur du
programme « Ricercar », UMR
6576,
Centre d'études supérieures
de la Renaissance

Musicologie

Philidor, une banque de données sur la musique française des XVII^e et XVIII^e siècles



Mr Philidor l'aîné, ordinaire de la Musique du Roy et garde de sa bibliothèque de Musique.
© BnF, département de la musique, fonds estampes.

À l'automne 2003, le Centre de musique baroque de Versailles (UMR 2162 Culture/CNRS/CMBV) mettra en ligne, sur son site internet, la banque de données Philidor (www.cmbv.com/fr/banq/fsbanq.htm). L'on y trouvera deux grands fichiers : « Philidor-Bibliographie » qui rassemble et indexe 11 671 références de livres, thèses, articles publiés depuis 1800 et traitant de la musique française sous les rois Bourbon ; « Philidor-Œuvres » qui propose des catalogues d'auteurs ou de genres et qui sera l'une des premières publications numériques dans le domaine de la musicologie française.

Le premier catalogue publié dans cette série sera celui que Nathalie Berton a consacré au Petit motet imprimé en France aux XVII^e et XVIII^e siècles, catalogue qui rassemble plus de 800 œuvres et quelque 80 recueils. Chaque notice décrit tout ce que l'on a pu trouver sur telle ou telle pièce : les différentes sources imprimées qui ont été comparées et hiérarchisées, mais aussi les commentaires de contemporains qui donnent parfois de précieuses indications sur les interprètes de l'époque et la manière

d'interpréter ces motets. Des recherches systématiques ont été faites sur les questions de datation, d'utilisations liturgiques, sur les auteurs éventuels de textes latins, sur les dédicataires, etc. Ce catalogue intéressera les musiciens en ce qu'il recense l'ensemble des effectifs possibles et avérés de tel ou tel motet, comme ceux de Henry Du Mont qui ont été pensés et publiés à « géométrie variable », c'est-à-dire pour différentes combinaisons vocales et instrumentales. Ainsi qu'il est d'usage dans ce genre d'ouvrage, une série d'index sera à la disposition du public, dont chacun des termes s'intègre dans une hiérarchie (thésaurus) : noms de compositeurs, poètes néolatins, dédicataires, interprètes, éditeurs, graveurs... ; effectifs instrumentaux ; instruments mentionnés ; dates ; titres ; incipit latins ; incipit musicaux ; temps liturgiques ; genre musical ; genre littéraire ; lieux concernés ; numéros de catalogues préexistants... Enfin, pour chacune des œuvres, sera présenté un fac-similé de la première section musicale. Ce catalogue sera suivi par le catalogue de l'Air de cour imprimé (1600-1650) réalisé

par Thomas Leconte et par plusieurs catalogues d'auteurs : Brossard, Moulinié, Mignon, Pellegrin, Giroust... Parallèlement à la publication de cette banque de données, le CMBV met sur internet, à disposition de la communauté scientifique, des documents au format HTML issus plus ou moins directement de sa banque de données Philidor. Ce sont pour la plupart des outils de travail réalisés par des chercheurs ou des équipes de recherche : bibliographie de genres ou d'auteurs, catalogues d'auteurs mineurs, index d'incipit, thésaurus de la banque de données, description de manuscrits, etc.

Jean Duron,
directeur de l'UMR 2162,
Atelier d'études
sur la musique française
des XVII^e et XVIII^e siècles



Recherche musicale

Qu'il s'agisse de l'acte même de composition qui la fait naître, de la pratique interprétative qui la rend sensible ou du processus qui, pour finir, préside à son audition, la musique possède de toute évidence une dimension émotive et culturelle dans laquelle le point de vue de l'expérience perceptive prévaut, et où l'objectivité scientifique ne paraît pas avoir de place. Pourtant, la science intervient dans cette relation entre le compositeur, l'interprète et l'auditeur. Entre le compositeur et l'interprète, dont l'exécution fidèle suppose la collation et la confrontation des sources, la mise au point d'éditions savantes, le recueil de données historiques ou ethnographiques fiables relatives aux instruments de musique en usage dans le contexte de la composition. Entre le compositeur et l'auditeur, dont l'écoute « active » gagne à s'instruire des données d'une analyse musicale qui met en évidence les structures de l'œuvre. Plus récemment, la science intervient dans la composition elle-même par le biais de techniques électroacoustiques et numériques capables de proposer de nouveaux sons. Cette coopération entre musique, physique et informatique est le visage nouveau d'une alliance très ancienne entre science et musique. Dans ce domaine, le CNRS et le ministère de la culture et de la communication se sont associés pour constituer deux unités mixtes de recherche, l'une au sein de l'IRCAM, l'autre étant le Laboratoire d'acoustique musicale. Ces équipes œuvrent pour offrir aux musiciens de nouveaux outils pour la création et nous aider à mieux comprendre les phénomènes physiques et cognitifs en jeu dans la musique.*

Entretien avec Hugues Vinet

directeur de l'UMR 9912, Sciences et technologies de la musique et du son (STMS)

* incarné en France par quelques équipes reconnues internationalement (ACROE, SCRIME, centres de création et de recherche musicale en région).

Comment s'est constituée votre UMR ?

H. V. L'UMR 9912 est un sous-ensemble du département recherche et développement de l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique (IRCAM). L'IRCAM est un organisme associé au Centre Georges-Pompidou et placé sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication. L'UMR fait l'objet d'une convention tripartite associant l'IRCAM, le CNRS et le ministère de la culture et de la communication.

Née au Centre Pompidou d'une collaboration entre l'IRCAM et le département SHS du CNRS autour d'un centre d'information et de documentation pour la recherche musicale, l'UMR a depuis 1975 étendu ses activités aux sciences pour l'ingénieur (acoustique, traitement du signal et applications informatiques). Le centre de gravité de nos travaux relevant des sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC), nous sommes rattachés à titre principal à ce département du CNRS depuis sa création en 2000. La grande caractéristique de notre laboratoire est d'être très interdisciplinaire. Les équipes abordent la musique sous des angles très différents, relatifs aux différentes disciplines scientifiques concernées : spécialisées en sciences de la vie, elles étudient les phénomènes de l'écoute, c'est-à-dire du point de vue de la physiologie et de la cognition ; spécialisées en sciences humaines, elles étudient le rapport entre art et science ou encore développent les recherches en musicologie. Toutes ces recherches aboutissent à des applications et à des logiciels développés par le département R & D de l'IRCAM et destinés en premier lieu à proposer aux compositeurs de nouveaux outils de création.

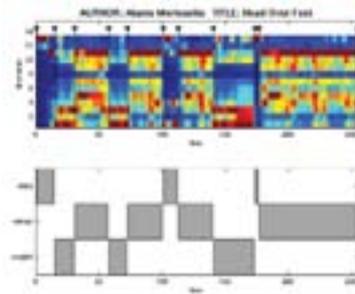
À gauche :
Chambre anéchoïque de l'IRCAM.
(DR.)

À droite :
Instrument augmenté
commandé par un gant de
données développé à l'IRCAM
par Butch Rovan (sur la photo).
© Myr Muratet.

En incrustation à gauche :
Alignement automatique d'un

signal sonore sur la partition
interprétée. © Équipe
Analyse/synthèse
des sons, IRCAM-Centre Georges-
Pompidou.

En incrustation à droite :
Logiciel jMax, environnement de
programmation graphique
d'applications musicales temps
réel. © Équipe Systèmes temps
réel, IRCAM-Centre Georges-
Pompidou.



Résumé automatique d'un
morceau de musique à partir
de l'analyse du signal.
Projet européen CUIDADO.
© Équipe Analyse/synthèse des
sons, IRCAM-Centre Georges-
Pompidou.

Recherche musicale

Quels exemples retenir de vos multiples réalisations ?

H. V. La coordination du projet européen Cuidado (2001-2003) est un bon exemple de notre interdisciplinarité. Son objectif est de créer des outils de navigation dans des bases de données musicales avec une recherche par le contenu musical. La problématique essentielle était de définir la nature des critères pertinents de similarité musicale. Quatre équipes recourant des connaissances en traitement du signal numérique, en cognition musicale, en formalisation informatique des structures musicales, en bases de données et réseaux se sont mobilisées sur ce projet.

L'équipe « Analyse/synthèse » développe des procédés d'analyse, de synthèse et de transformation des sons. Issu de ces recherches, le logiciel Audiosculpt permet de visualiser le son et de le modifier à partir de sa représentation (modification très fine des aigus et des graves) : cela sert aux compositeurs comme aux studios de traitement du son. En acoustique instrumentale, nos recherches sont orientées vers la lutherie virtuelle. Nous synthétisons les instruments traditionnels et modélisons le signal sonore sur ordinateur. Avec le logiciel Modalys, la modélisation physique de l'instrument permet d'en changer le matériau, la taille, de fabriquer des chimères d'instruments, tout en obtenant un son tout à fait naturel.

L'équipe « Acoustique des salles » travaille à la simulation de l'espace sonore. La spécificité de notre approche est d'être perceptive. Notre système de restitution rend l'effet perceptif voulu, s'adaptant à tout type de restitution : au casque comme en stéréo, le système opérera la compensation nécessaire au rendu perceptif choisi. Ce système, intégré dans la norme audiovisuelle MPEG4 est l'aboutissement de dix ans de recherches et se situe à la pointe de l'innovation.

L'équipe « Représentations musicales » s'intéresse à la formalisation informatique des structures musicales. L'écriture musicale assistée par ordinateur, secteur très développé à l'IRCAM, a donné naissance en 1998 au logiciel Openmusic. Il permet de définir de manière purement graphique un algorithme de construction ou de traitement d'une structure musicale et d'en représenter (ou d'en manipuler arbitrairement) le résultat à l'aide d'éditeurs graphiques interactifs, notamment en notation musicale traditionnelle.

Un autre aspect important de nos travaux, dans lequel l'IRCAM a joué un rôle de pionnier, concerne les systèmes spécialisés pour le traitement en temps réel des informations musicales, qui ont donné lieu au logiciel Max, qui a été commercialisé à plusieurs milliers d'exemplaires et constitue aujourd'hui la référence en matière d'interactivité.

Quels grands chantiers ouvrez-vous pour les années qui viennent ?

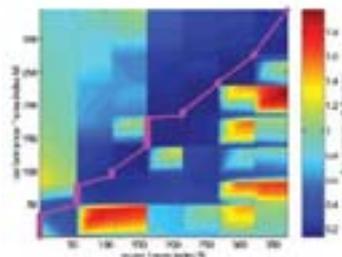
H. V. Nous allons porter d'importants efforts sur la présentation hypermédia des œuvres musicales. L'objectif est de favoriser la lisibilité des œuvres au travers d'une navigation hypermédia associant documents visuels, documents sonores et bases de données (notamment sur la genèse de l'œuvre et les implications de la technologie dans cette dernière). Cela pourrait constituer les bases d'une musicologie contemporaine, en phase avec les nouveaux médias, et prolongerait la diffusion des œuvres au-delà du concert. Nous prévoyons entre autres des partenariats avec le ministère de l'éducation nationale pour initier le jeune public et éduquer son écoute, en tirant parti de l'attrait présenté par les nouvelles technologies.

Les techniques de spatialisation sont un autre axe important. Elles visent à faire évoluer le mode de diffusion par haut-parleurs. Ces techniques sont expérimentées avec des compositeurs, pour explorer de nouvelles possibilités d'écriture musicale. Mais nous pensons aussi à des utilisations domestiques, en lien avec le projet Cuidado : on pourrait constituer sa propre base de données musicales, se connecter à d'autres via le net, effectuer des recherches par contenus, isoler les instruments dans un but pédagogique... et choisir son mode de restitution spatiale de la musique. L'analyse de l'interprétation et du geste du musicien est un domaine plus spéculatif mais capital. Les nouveaux outils de synthèse du son sont au point mais comment en jouer et comment en jouer sur scène ? Comment les utiliser combinés à la danse ou au théâtre en fonction du mouvement des intervenants, de leur voix ? Nous expérimentons ainsi l'intégration d'éléments sonores dans l'écriture et dans la représentation théâtrale avec la Comédie française.

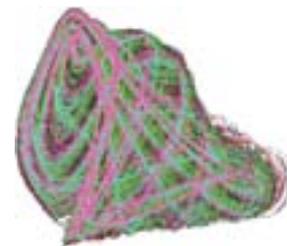
Enfin, signalons la constitution d'une nouvelle équipe de recherche fin 2002. Sa mission est d'étudier la formalisation de la pratique musicale du point de vue des sciences humaines. Cette équipe regroupe des compétences en musicologie, en ergonomie (appliquée aux outils d'accès à l'œuvre musicale et d'aide à l'écoute), en psycho-phénoménologie (à travers une méthodologie d'interview destinée aux compositeurs comme aux utilisateurs).

À quels événements participez-vous ?

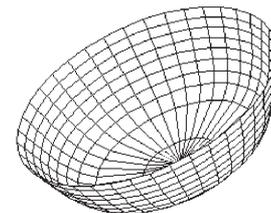
H. V. Outre notre traditionnelle participation à des colloques nationaux et internationaux, la manifestation « Résonances », organisée chaque automne par l'IRCAM, est un moment fort d'échange sur nos contenus scientifiques avec des colloques, des journées portes ouvertes sur un thème donné, les ateliers du forum IRCAM où se retrouvent les utilisateurs des logiciels maison et le salon des entreprises du secteur.



Alignement automatique
d'un signal sonore sur la
partition interprétée.
© Équipe Analyse/synthèse
des sons, IRCAM-Centre Georges-
Pompidou.



Orbites chaotiques d'un système
non linéaire modèle d'instrument
à vent.
© Équipe Analyse/synthèse
des sons, IRCAM-Centre Georges-
Pompidou.



Maillage tridimensionnel
d'un bol tibétain pour synthèse
sonore par modélisation
physique. © Équipe Acoustique
instrumentale, IRCAM-Centre
Georges-Pompidou.



Architecture

Lorsque les écoles d'architecture et leurs unités de recherche ont été intégrées au sein du ministère de la culture et de la communication, en 1995, l'officialité des relations entre ce dernier et le CNRS était encore toute récente. C'est donc tout naturellement que la dynamique scientifique de certains laboratoires est venue s'inscrire dans une logique partenariale, celle de l'accord-cadre entre ces deux institutions. Se sont alors matérialisés, sous l'impulsion conjointe du ministère et du département SHS du CNRS, quatre projets de regroupement multisites impliquant une dizaine d'écoles d'architecture et plusieurs établissements universitaires. Épousant en cela la politique structurante des UMR mise en œuvre par le CNRS, les entités ainsi formées suggéraient une modification substantielle du paysage de la recherche architecturale et urbaine. De fait, elles incarnaient la volonté affichée par leur double tutelle en faveur d'une identité structurelle plus efficace et plus à même de s'exprimer dans la construction de l'espace européen de la recherche.

Aujourd'hui, le partenariat entre les écoles d'architecture et le CNRS est un enjeu pluriel. Il tend d'abord à définir de nouveaux périmètres scientifiques et institutionnels pour renforcer la cohérence d'une communauté hétérogène aux multiples facettes disciplinaires. Il suggère également l'ancrage d'un projet collectif forcément interdisciplinaire pour imposer la spécificité des problématiques et des objets de la recherche architecturale et urbaine.

Il assume enfin l'articulation essentielle entre écoles d'architecture et universités pour développer le potentiel

scientifique des formations doctorales.

Parmi les quatre UMR concernées, deux sont issues exclusivement des écoles d'architecture (l'UMR 694 et l'UMR 1563). Elles mobilisent des moyens informatiques importants et leurs investigations scientifiques ont été récemment évaluées avec succès par plusieurs sections du comité national du CNRS. Les deux autres laboratoires multisites associent écoles d'architecture et universités (l'UMR 7136 et l'UMR 7145). Le développement des UMR de la recherche architecturale et urbaine est guidé par la conviction qu'une mutualisation des moyens est devenue incontournable. Il convient ainsi de promouvoir, pour les unités de recherche propres aux écoles d'architecture, de telles perspectives de regroupement des ressources humaines et des ressources budgétaires.

Progressivement, à mesure que se dessinent les stratégies de recherche à l'échelle nationale, européenne et internationale, s'imposent de nouvelles formes de pratiques scientifiques qui ont toutes des incidences sur la production et la structuration des unités de recherche. Rien ne justifierait donc que les investigations riches et variées de la recherche architecturale et urbaine soient contraintes de rester à la marge d'une évolution inéluctable. C'est pourquoi, avec la promotion des logiques multisites, le développement des réseaux thématiques et le renforcement du partenariat avec le CNRS, les perspectives structurantes restent donc prioritaires au sein de cette politique scientifique mise en œuvre par la direction de l'architecture et du patrimoine.



Les transports urbains quotidiens : Paris, la Défense, train de banlieue. Cl. Ph. Bonnin.

Vue générale et incrustation à gauche :
Ordre et désordre architectural, mémoire des formes urbaines, renouvellement de l'habitat, *urban sprawl*. Tokyo, vue du haut des tours jumelles du gouvernement municipal, à Shinjuku.

En incrustation à droite :
Tokyo, quartier Ebisu.
Cl. Ph. Bonnin.



L'implantation du chemin de fer dans la ville :
la gare d'Avignon au début du xx^e s.

Architecture

Quelle est la structure de l'UMR 7136, Architecture, urbanisme, sociétés ?

P. B. L'UMR s'est constituée en janvier 2003 à partir d'équipes qui travaillaient jusque-là souvent conjointement sur certains sujets, mais dans des structures atomisées. C'est un exemple de la politique de regroupement au sein des sciences humaines et sociales du CNRS. Par ailleurs, la naissance de l'UMR s'inscrit dans un mouvement entamé il y a trente ans pour la reconnaissance de l'architecture et de ses pratiques comme un objet de recherche à part entière, susceptible de mener au doctorat en architecture, un diplôme qui n'existe pas encore en France. L'architecture est par nature nourrie de spécialités aussi diverses que l'anthropologie, la sociologie de l'espace, l'urbanisme, disciplines enseignées à l'université.... Nous sommes ainsi associés à l'université de Paris X-Nanterre, spécialisée depuis de nombreuses années en sociologie urbaine.

Nos deux tutelles, le ministère de la culture et de la communication et le CNRS, assurent le soutien de nos travaux. Le premier est une source de financement importante, le second nous fournit une douzaine de personnes ; cela peut sembler peu pour une UMR de deux cents personnes, mais cette présence assure un appui méthodologique évident aux chercheurs, un soutien important pour les manifestations et publications scientifiques (bureau de la recherche architecturale et urbaine) et une évaluation régulière des résultats (commission 39 du CNRS).

Nous fédérons, au sein de l'UMR, de nombreuses disciplines qui concernent l'architecture et réunissons architectes, enseignants et chercheurs, professions entre lesquelles nous souhaitons favoriser les échanges. Ma double formation d'architecte et de directeur de recherche au CNRS me permet de faire le lien. Car l'objectif est double : former des chercheurs et des enseignants de haut niveau en architecture et faire profiter la pratique architecturale des avancées de la recherche. D'où la localisation de nos cinq laboratoires, entre écoles et universités : l'IPRAUS (Institut parisien de recherche, architecture, urbanistique, société) abrité par l'école d'architecture de Paris-Belleville, l'ACS (Architecture, culture, société) à l'école d'architecture de Paris-Malaquais, le LRFDS (Laboratoire de recherche et de formation doctorale en sciences

sociales) à l'université du Val-de-Marne (Paris XII-Créteil), et le TMU (Théorie des mutations urbaines) et le GUEH (Génie urbain, environnement et habitat) à l'université de Marne-la-Vallée (Paris VIII).

L'UMR est donc un cadre souple qui permet le travail en synergie d'équipes autonomes, d'horizons différents, au plus haut niveau.

Quels sont vos axes de recherche ?

P. B. Notre objet est de confronter les disciplines des sciences humaines et sociales à celles du projet architectural et urbain. Nous avons créé cinq ateliers de recherche transversaux.

« Le projet comme action sur l'espace » cherche à identifier l'articulation entre le projet architectural et le projet urbain, entre la fin et les moyens engagés. L'atelier « Paris : les échelles de la métropole » se concentre sur les échelles métropolitaines, intermédiaires et locales d'un objet d'étude et d'un terrain d'observation partagés par toutes les équipes. L'atelier « Architecture de la maison et production de l'habitat périurbain » s'attache à établir une synthèse sur les études concernant la maison individuelle, la ville et ses limites, les modes de vie et de mobilité urbaine. « Persistance des structures spatiales et projets dans les villes asiatiques » attire de nombreux candidats asiatiques au doctorat. L'expérience française en termes de politique de conservation du patrimoine intéresse ces pays en mutation rapide (Chine, Laos, Cambodge). L'étude du Japon se situe sur un autre plan, stimulant par son altérité. « Identités et territorialisation » va poursuivre la réflexion engagée sur ce thème par les sciences de l'espace et les sciences sociales. Beaucoup de jeunes doctorants y sont associés.

Comment sont structurés les enseignements que vous prodiguez ?

P. B. Notre souci premier est de mettre en place les structures qui permettront la réforme d'harmonisation européenne Licence-Master-Doctorat (LMD) en trois, cinq et huit ans. Des écoles doctorales existaient déjà dans chacune des universités avec lesquelles nous travaillons, la plus importante étant

Entretien avec

Philippe Bonnin

directeur de l'UMR 7136,
Architecture, urbanisme,
sociétés



Partage de l'espace public, compatibilité des usages et des différents acteurs, production de l'espace privé dans la ville : Paris, boulevard Arago. Cl. Ph. Bonnin.

Maquette numérique
du Capitole de Dougga (Tunisie).
© MAP UMR 694.



Paris VIII. Les laboratoires, comme l'IPRAUS, accueillent déjà des doctorants spécialisés, des chercheurs étrangers invités et de jeunes stagiaires. Mais, comme le souhaite le ministère de la culture et de la communication, il nous faut créer un doctorat en architecture et des masters spécialisés en lien avec la pratique professionnelle.

Enfin, nous voulons aider nos doctorants à se préparer aux aspects incontournables de leur carrière future. Nous allons par exemple proposer une préparation à la publication scientifique.



Comment communiquez-vous sur vos recherches et sur l'UMR ?

P. B. Dans une logique qui vise à développer une entreprise de recherche et qui, en cela, épouse les ambitions du ministère de la culture et de la communication comme du CNRS, nous allons mettre en place une véritable politique de communication, interne comme externe.

Nos quatre sites sont déjà en réseau et chaque intervenant, doctorants compris, a son adresse internet. En communication externe, nous réaliserons des économies d'échelle en communiquant ensemble, chaque laboratoire conservant sa personnalité. L'UMR a organisé, à la demande du CNRS, une journée portes ouvertes à la rentrée 2003. Une plaquette a été réalisée à cette occasion. Nous allons nous doter d'un site internet dont le contenu sera établi en parallèle avec notre rapport d'activité. Nous souhaitons ainsi être plus visibles à l'étranger.

Nous lançons la constitution d'une base de données cartographiques sur Paris et l'Asie : une exposition itinérante a regroupé celles de Hanoï. Des thèses ont été publiées sur Paris comme sur l'Asie. Le premier atelier transversal cité plus haut donnera lieu à un séminaire et à un colloque international fin 2004.

**Entretien
avec
Michel Florenzano**
directeur
de l'UMR 694,
Modèles et simulations
pour l'architecture,
l'urbanisme et le paysage
(MAP)

Quelle est la vocation de l'UMR Modèles et simulations pour l'architecture, l'urbanisme et le paysage (MAP) ?

M. F. Le MAP est à la confluence de la conception des outils numériques et des espaces aménagés. C'est le fil conducteur de nos quatre programmes scientifiques. Les équipes sont réparties sur cinq sites : Marseille, Lyon, Nancy, Toulouse et, depuis peu, Strasbourg. Elles travaillent ensemble sur certains projets didactiques ou de longue haleine et regroupent des métiers variés : les architectes sont les plus nombreux, viennent ensuite des informaticiens, des ingénieurs, des historiens, des archéologues, des chercheurs en sciences pour l'ingénieur spécialisés dans le bâtiment... L'architecture n'est pas une science mais un objet multiforme qui induit la pluridisciplinarité.

L'objectif principal du MAP est de construire des outils d'aide à la décision pour tous les acteurs de l'aménagement de l'espace (conservateurs du patrimoine, architectes...). Par ailleurs, l'architecture est pour nous un objet de recherches en soi.

Les deux tutelles de l'UMR, le ministère de la culture et de la communication et le CNRS, assurent le soutien de nos travaux, l'un d'un point de vue logistique, l'autre essentiellement par son apport en personnels. Le budget provient, pour une bonne part, de contrats extérieurs, avec la Commission européenne, le ministère délégué à la recherche ou celui de l'industrie.

Avec qui collaborez-vous ?

M. F. Au niveau national, les équipes du MAP font abondamment appel aux laboratoires informatiques des sciences et



Relevé numérique
du Palais-Royal (Paris).
© MAP UMR 694.

technologies de l'information et de la communication (STIC), comme le Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applications (UMR 7503 LORIA). En archéologie, nos interlocuteurs réguliers sont Jean-Claude Golvin (UMR 5607 Ausonius) et Véronique Redé à l'École normale supérieure de Paris. Nous avons des partenaires industriels, publics ou privés. Dans les cinq villes où nous sommes présents, les chercheurs enseignent dans les écoles d'architecture et d'ingénieurs. À l'étranger, nous travaillons avec des archéo-historiens locaux en Tunisie (Dougga) et en Italie (Rome, Pescara). En Pologne, plusieurs projets sont menés avec la faculté d'architecture de Cracovie et l'Institut national du patrimoine.

Quels exemples retenir parmi vos derniers travaux ?

M. F. Dans notre programme « Outils numériques et patrimoine architectural », nous avons beaucoup travaillé ces dernières années à la mise au point de logiciels de simulation de mise en lumière de monuments. Plusieurs ponts de Paris, la place Stanislas à Nancy ont bénéficié du logiciel Photosphère. Deux autres générations de logiciels ont depuis vu le jour. Un système reposant sur l'acquisition de données 3D par capteurs laser a été développé avec un partenaire industriel, ce qui a permis de réaliser des reconstructions 3D de monuments importants. En tant qu'aides à la maintenance, elles sont utilisées par le conservateur du site. En tant qu'outils didactiques, elles permettent de faire comprendre l'architecture d'un lieu. Elles s'appliquent à tout type d'édifice, tous styles confondus. Nous avons ainsi modélisé la Cité radieuse de Le Corbusier comme le Palais-Royal.

Le programme « Paysage comme totalité construite » prend en compte l'édifice dans son environnement. Une expérimentation conduite sur le quartier du Panier à Marseille a permis de mettre en place les bases d'une modélisation de l'espace public dans la perspective d'une intervention réglementée sur le bâti, les sols et les aménagements. L'exploitation en est originale : elle permet de faire déambuler un promeneur pas à pas ou en continu, restituant son champ visuel dans une dimension spatio-temporelle.

Le programme « Processus de production de bâtiments » recherche des outils d'aide pour tous les corps de métiers du bâti-

ment, tout au long du cycle de production de celui-ci. Nous mettons par exemple au point un environnement logiciel de travail collaboratif (CoCAO) destiné aux acteurs de l'architecture et des BTP favorisant la circulation de l'information.

Au sein du programme « Partage de l'information sur internet pour l'architecture », sont élaborés des moteurs d'indexation et de recherche de documents pour le réseau www.archi.fr, qui regroupe différents organismes et établissements français et européens. Notre partenaire principal est la direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA).

Quels axes de recherche allez-vous développer dans les années à venir ?

M. F. Nos efforts vont se porter sur la réalisation de processus immersifs intégrant la déambulation et la spatialisation du son ; une géode améliorée en somme, qui pourrait porter un dispositif muséographique. Un travail est en cours en ce sens avec le musée d'Arles pour la constitution d'un musée virtuel. Un travail de représentation 3D entamé sur le site archéologique de Dougga en Tunisie, en vue d'une présentation au grand public dans les trois ans, va être poursuivi.

Autre projet lourd, nous formalisons la gestion documentaire et offrons notre savoir-faire en bases de données réparties à l'Union nationale des architectes et à l'organisation internationale Docomomo pour l'archivage du patrimoine du XX^e siècle en péril dans le monde entier.

Nous allons croiser photogrammétrie et outils numériques. Début 2003 a commencé une phase d'essai avec un drone qui va permettre de collecter des relevés pris entre 0 et 50 mètres du sol, une échelle impossible à obtenir avec le satellite et l'avion. Le but est ensuite de mettre au point un outil qui rende compatibles les données obtenues aux échelles de l'environnement, de l'urbain et de l'édifice. Nous sommes en partenariat avec les STIC sur ce projet.

Comment communiquez-vous sur vos recherches ?

M. F. Notre site, www.map.archi.fr, recense les manifestations que nous organisons (notamment avec la DAPA et la MRT) et celles auxquelles nous participons (colloques, expositions). De nombreuses simulations 3D sont en démonstration en ligne.

Linguistique

Basque Breton Catalan
Corse Alsacien

Langues d'oïl
Occitan ou langue d'oc

Français mosellan Francoprovençal
Flamand occidental

Arabe maghrébin Berbère
Arménien occidental

Romani Judéo-espagnol
Yiddish

Langue des signes française

Créoles Langues amérindiennes de Guyane
Langues des territoires d'outre-mer

*Le corbeau et le renard
en langue arménienne.*

Dans le domaine de la linguistique, l'interlocuteur essentiel du CNRS au ministère de la culture et de la communication est naturellement la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF). Cette dénomination, incluant les langues régionales dans l'intitulé de l'organisme, donc dans son champ d'action, et le rattachement de celui-ci au ministère de la culture et de la communication traduisent évidemment un changement notable de sensibilité des pouvoirs publics vis-à-vis de la diversité des pratiques linguistiques sur le territoire national. La communauté des linguistes ne peut que se réjouir de cette orientation moins normative et de la reconnaissance accordée à la richesse de la diversité, de même que de la création par la DGLFLF de l'Observatoire des pratiques linguistiques, afin d'appuyer sa politique sur des données sociolinguistiques fiables et actualisées. Celui-ci impulse, soutient et coordonne des enquêtes de terrain pour éclairer et étudier toutes sortes de questions sur l'hétérogénéité des usages du français dans ses variations géographiques et sociales, sur l'enseignement des langues, leur acquisition et leur transmission, sur les modalités du plurilinguisme, sur le contact des langues, etc. Plusieurs équipes du CNRS sont naturellement associées à ces enquêtes. On peut citer, par exemple, la recherche sur la phonologie du français contemporain, conduite conjointement par Jacques Durand (UMR5610, ERSS, Toulouse), Chantal Lyche

(université d'Oslo) et Bernard Laks (UMR 7114, MODYCO, Nanterre) qui sont en train de dresser un tableau global et comparatif de la phonologie du français. En général, les équipes CNRS concernées par les appels d'offres de l'Observatoire lui font un écho très favorable, puisqu'elles trouvent là un terrain d'ancrage concret à leurs préoccupations de recherche. On peut citer également le programme « Langues, pratiques et ressources linguistiques en Guyane » qui inclut parmi beaucoup d'autres, plusieurs chercheurs de l'UMR 8133 (CELIA, Villejuif) chargés d'étudier sur place une situation socio-linguistique particulièrement complexe. Ainsi la DGLFLF apporte un soutien important aux travaux de terrain, mais aussi à la constitution d'archives patrimoniales d'enregistrements anciens, pour les sociolinguistes et les dialectologues du CNRS. En outre, un projet de grande envergure pour la constitution d'un grand corpus de français oral sur le modèle de ceux constitués par nos voisins européens est à l'étude. Plusieurs équipes du CNRS sont évidemment très concernées par ce projet. Ces initiatives récentes de la DGLFLF qui n'abandonne pas pour autant ses domaines d'intervention plus traditionnels, tels la terminologie ou le traitement automatique des langues, sont de nature à renforcer son dialogue avec la recherche et à susciter de nouvelles collaborations.

« Délégation générale à la langue française et aux langues de France » (DGLFLF) : pourquoi cet intitulé ?

B. C. Si le français fonde depuis des siècles l'unité nationale et l'égalité des citoyens devant la loi, cette position de langue officielle de la République a seulement été inscrite en 1992 dans l'article 2 de notre Constitution. D'autre part, les langues régionales font partie du patrimoine de la Nation et de la richesse de sa vie culturelle. La prise en compte de la dimension culturelle du linguistique est un fait nouveau, comme en témoigne la date récente du rattachement de la DGLFLF au ministère de la culture et de la communication (1996).

Quel est votre lien principal avec le monde de la recherche ?

B. C. Depuis 1998, un de nos grands chantiers est l'Observatoire des pratiques linguistiques en France. Une sorte de comité d'experts qui subventionne des enquêtes réalisées par des linguistes et des sociolinguistes. Chaque année, nous soumettons au conseil ministériel de la recherche du ministère une liste de projets. À chaque année, son thème : en 1999, il s'agissait de la description et de l'analyse de l'hétérogénéité des pratiques linguistiques sur l'ensemble du territoire français ; en 2000, de l'observation du contact linguistique dans des situations géographiquement et socialement délimitées ; en 2001, de la transmission familiale et de l'acquisition non didactique des langues. Ces trois séries d'appels à projets, auxquels ont répondu le CNRS et les universités, ont suscité une quarantaine d'études. Citons pour exemple, parmi celles qui ont été menées par le CNRS, l'étude de l'UMR 5610 sur les contacts de langues entre gascon pyrénéen, aragonais, français et castillan ou celle de l'UMR 6058 sur le parler des jeunes à la Réunion. En dehors de cet appel à projets, nous avons établi des partenariats avec d'autres unités associées du CNRS, pour établir un corpus de référence du français parlé par exemple, ou pour élaborer des outils de gestion de bases de données plurilingues.

Quel a été le thème de l'appel à projets en 2002 ?

B. C. Il n'y en a pas eu et voici pourquoi. La DGLFLF a aidé, à l'occasion du recensement de 1999, à la réalisation d'une enquête sur la transmission des pratiques linguistiques. C'était la toute première fois que cet aspect était pris en compte dans un recensement. On considérait jusqu'alors que la langue parlée en France était uniquement le français, ce qui est bien loin de la réalité. Les questions posées cherchaient à cerner la pratique linguistique dans son évolution familiale, et pouvaient par exemple prendre cette forme : « À cinq ans, quelle

langue vous parlaient vos parents ? Si vous avez des enfants, quelle langue leur parliez-vous au même âge ? ». 26 % des personnes interrogées avaient parlé une autre langue que le français, conjointement ou non. Un chiffre qui remet en question bien des idées reçues... Peu de gens savent que plus de soixante-dix langues sont parlées en France.

Six équipes régionales de chercheurs ont été choisies pour exploiter les résultats de l'INED (Institut national d'études démographiques) sur le recensement de 1999. Les résultats seront en libre accès sur notre site internet : www.dglflf.culture.gouv.fr. Nous souhaitons porter à la connaissance du public et des élus tous les résultats de nos enquêtes.

Hormis les actions engagées pour l'Observatoire des pratiques linguistiques, quels axes allez-vous encourager ?

B. C. En collaboration avec l'Académie des sciences, le ministère délégué à la recherche, celui des affaires étrangères, le Centre national du livre (CNL) et la direction du développement des médias (DDM), nous avons mis en place une aide à l'édition de revues scientifiques, renouvelable deux fois. Nous aidons également l'interprétation simultanée pour les colloques scientifiques ou techniques internationaux qui auront lieu en France. Deux actions qui s'inscrivent dans une politique de rayonnement de la recherche française, et qui en rejoignent d'autres, plus culturelles, lancées depuis longtemps. Le projet « Lacunes », mené avec le CNL, encourage la constitution d'une Librairie des langues de France à travers une aide à l'édition d'ouvrages ou de cédéroms relatifs aux langues régionales ou minoritaires. Nous encourageons également la publication de dictionnaires français/langues rares (d'Afrique ou d'Indonésie par exemple).

En dehors de votre site internet, avez-vous d'autres supports d'information ?

B. C. Le premier séminaire de l'Observatoire, « Observer les pratiques linguistiques : pour quelles politiques », qui a eu lieu en février 2002, a donné naissance à un bulletin imprimé : *Langues et cité*. Il a d'ores et déjà 1 000 abonnés. Ce sont en majorité des enseignants et des linguistes. Il faut signaler qu'une bonne part d'entre eux exercent leur activité dans des universités qui ne font pas partie de la francophonie. Beaucoup de mairies, de médiathèques, d'associations œuvrant pour le rayonnement des langues de France se sont également abonnées. Mais ce n'est qu'une toute petite partie du lectorat, car le bulletin est également consultable sur le site internet de la DGLFLF.

**Entretien
avec**

Bernard Cerquiglini
délégué général à la
langue française et aux
langues de France,
ministère de la culture et
de la communication



Informatique documentaire

En matière de politique documentaire, le département des sciences de l'homme et de la société conduit une politique qui se décline en trois volets. Le premier volet a consisté à identifier les pôles documentaires de référence dans les différents champs disciplinaires. Le second volet est la mise en réseau de centres relevant d'un même domaine thématique en vue d'une mise à disposition d'outils communs. Le troisième volet concerne l'enjeu essentiel de la documentation numérique, qui couvre elle-même plusieurs aspects. L'un des premiers est celui de la protection du patrimoine de connaissances que représentent les revues : il s'agit de porter des opérations de numérisation dans le but de préserver cette documentation et de la rendre accessible à l'ensemble de la communauté scientifique en préservant son caractère public. Un second domaine est celui de la constitution des bases de données bibliographiques et de leur accès par les acteurs de la recherche. Le troisième aspect est l'émergence de bases de données dans un nombre croissant d'unités de recherche. Les services du ministère de la culture et de ses établissements contribuent très activement depuis plus de trente ans à l'enrichissement des ressources culturelles numériques, d'une part à travers les catalogues, inventaires et bases de données sur le patrimoine national, aujourd'hui accessibles sur internet, d'autre part en favorisant la numérisation des documents primaires (4 millions de phototypes et des milliers d'heures d'archives sonores ont été numérisés depuis 1996) et leur diffusion en ligne ou dans les centres de documentation, bibliothèques et archives.*

Entretien avec

Jean-Pierre Dalbéra

chef de la mission de la recherche et de la technologie, DAG, MCC

et Francis Jutand

directeur du département des sciences et techniques de l'information et de la communication, CNRS

* Parmi ces réseaux documentaires thématiques, on peut citer le GIP Amérique latine, le réseau documentaire Ethnologie, la base Frantiq, le réseau « Langues asiatiques », etc.

Pourquoi avoir opéré un rapprochement entre le département des sciences et techniques de l'information et de la communication du CNRS (STIC) et la mission de la recherche et de la technologie du ministère de la culture et de la communication (MRT) ?

J.-P. D. Au milieu des années 1970, les services scientifiques du ministère de la culture ont commencé à constituer des bases de données documentaires sur le patrimoine national. Les services de l'Inventaire général et des musées de France ont été les pionniers de ce mouvement. Au début de la décennie 90, le musée d'Orsay et la bibliothèque publique d'information ont été les premières institutions culturelles à passer au tout numérique. Aujourd'hui, sur les serveurs web du ministère et de ses établissements publics, on peut consulter gratuitement des centaines de milliers d'images et de notices sur le patrimoine culturel. Il s'agit donc de mettre en œuvre les outils informatiques les mieux adaptés aux besoins des utilisateurs pour naviguer dans ces masses d'informations et en assurer la conservation à long terme. La mission de la recherche et de la technologie du ministère a engagé un partenariat avec le département STIC du CNRS pour rester à la pointe des progrès informatiques et rendre plus attractif l'espace numérique culturel public.

F. J. Notre partenariat est récent. Le département STIC au CNRS a été créé fin 2000. Les nouvelles technologies touchent en effet ce que j'appellerais les « moyens symboliques » de l'homme : la façon dont on comprend, dont on analyse le monde et comment on communique cette vision. Nous entrons dans l'ère de la société de l'information et de la connaissance. Cette société est portée par les nouvelles technologies, mais

La base *Enluminures* (www.enluminures.culture.fr) est le fruit d'un travail de reproduction, de description et d'identification des manuscrits médiévaux à peintures des bibliothèques publiques françaises, réalisé dans le cadre d'une collaboration entre le ministère chargé de la culture (direction du livre et de la lecture) et le CNRS (Institut de recherche et d'histoire des textes).

La politique de « réseaux documentaires » thématiques, combinée à celle de plates-formes technologiques, vise à favoriser une imbrication étroite entre recherche et création de ressources électroniques, à fournir un

encadrement technique adéquat, à piloter des projets prioritaires et éviter une dispersion dans le tout technique au détriment du contenu, à concevoir un nouveau langage de la recherche.

Informatique documentaire

leur accélération produit des ruptures cognitives et sociales. L'objectif du département STIC est de travailler sur ces ruptures en partenariat avec les sciences humaines et sociales pour penser des solutions en mettant l'homme, l'utilisateur, au centre du dispositif.

Un des quatre domaines de recherche des STIC concerne l'informatique et le traitement de l'information. C'est dans ce programme que nous effectuons des recherches en informatique documentaire.

J.-P. D. Un des enjeux majeurs du secteur culturel est d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information et la pérennité des données numériques tout en intégrant les contraintes propres aux pratiques des professionnels comme du grand public. Pour y parvenir, le ministère met au point des modèles de données adaptés à chaque domaine d'activités et privilégie les applications documentaires structurées utilisant des logiciels libres. En tant que producteur de contenus, il a besoin de la communauté scientifique pour disposer des centres d'expertise informatique qui lui manquent et appliquer ses recherches menées dans les laboratoires pour améliorer ses systèmes d'information.

Quels sont actuellement les besoins précis du ministère ?

J.-P. D. Faciliter l'accès aux documents primaires associés aux notices (dossiers documentaires multimédias, ouvrages numérisés en mode texte ou image, banque de sons et de films, etc.) est une priorité pour développer de nouveaux usages. Une telle évolution nécessite de numériser en masse les documents existants, de diffuser des métadonnées mais aussi de développer des outils numériques adaptés à la production de nouvelles connaissances. Les systèmes avancés de numérisation avec reconnaissance de formes et de recherche par contenu doivent être améliorés pour faire baisser le coût de la numérisation et accélérer l'indexation des documents. La mise en ligne de textes, d'images ou de musique impose aussi de trouver des solutions aux problèmes de protection des droits d'auteur notamment grâce à des solutions de marquage. Enfin, la gestion des langues sur le web est un enjeu majeur pour les années à venir, notamment pour le chinois et l'arabe.

Comment les STIC répondent-elles à ces problématiques ?

F. J. Nos réseaux thématiques pluridisciplinaires « Documents et contenus : création, indexation, navigation », « Information et connaissance : découvrir et résumer » et « Droit et systèmes d'information » collaborent tout particulièrement avec la MRT sur ces sujets.

Nous travaillons à des modes d'indexation et de recherche fins, qui aillent au-delà du simple mot-clé et se rapprochent du langage usuel. Outre la capacité de croiser des données multiples (mots ou ensemble de mots, images fixes ou animées, musique, sons), le système pourra interpréter la demande et effectuer des propositions. Cela suppose de trouver une sémantique d'analyse fiable et de concevoir des agents de communication intelligents, capables de dialoguer. Ceux que nous avons conçus sont opérants, mais dans des domaines encore limités. Un des défis à relever dans les années à venir sera d'élargir ces domaines. Dix laboratoires à la pointe de la recherche, dont l'IRCAM, travaillent à ce projet de long terme.

En ce qui concerne la protection de l'artistique, nous mettons au point un « tatouage » des contenus originels qui permette de les authentifier. Nous travaillons la robustesse de ce « tatouage » afin qu'il demeure perceptible même en cas de tentative de falsification ou de modification du contenu. Déjà opérationnelle pour la plupart des langues, la gestion des langues sur le web permet à partir d'un texte audio, d'opérer sa transcription sous forme d'un texte soumis à traduction. Le système reste à perfectionner pour l'arabe et le chinois.

Quelle est votre implication respective dans les projets européens de numérisation du patrimoine scientifique et culturel ?

J.-P. D. Le ministère de la culture (MRT, département des affaires internationales et Relais-Culture-Europe) fait partie du réseau MINERVA (Réseau européen pour la valorisation et la coordination des politiques de numérisation), soutenu par la Commission, qui œuvre à l'harmonisation des ressources numériques en Europe sous l'égide d'un comité d'experts où chaque état membre est représenté. Son rôle est de faire des recommandations (normes, métadonnées, qualité, évaluation) et de diffuser les bonnes pratiques. À terme, ce réseau devrait faire progresser l'interopérabilité des serveurs et permettre ainsi aux citoyens européens d'accéder à un immense espace culturel numérique multilingue.

F. J. Le stade suivant devrait passer par PRIDE, un projet européen important pour l'avenir qui est en préparation. Le CNRS s'y implique aux côtés de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon, de plusieurs ministères de la culture, d'entreprises et laboratoires européens. Son but est d'optimiser les processus techniques de numérisation et d'accroître fortement les possibilités d'exploitation des ressources culturelles et scientifiques numériques..



Plate-forme d'expérimentation multimédia distribuée.
© CNRS Photothèque,
cl. L. Médard.



Système de reconnaissance et d'interprétation de gestes de la Langue des signes française (LIMSI, Orsay).
© CNRS Photothèque,
cl. L. Médard.

Annuaire

des structures communes de recherche

Liste des abréviations

FRE : formation de recherche en évolution

GDR : groupement de recherche

UMR : unité mixte de recherche

UMS : unité mixte de service

URA : unité de recherche associée

L'accord-cadre qui définit les formes de partenariat entre le ministère de la culture et de la communication et le CNRS recouvre des programmes collectifs de recherche sur convention, ainsi que des opérations de diffusion et de valorisation des recherches ; il permet des échanges de personnels entre les deux institutions en leur offrant de travailler à des programmes élaborés en concertation et d'inscrire ces travaux dans les dispositifs de pilotage et d'évaluation scientifique exigés pour l'attribution des crédits inscrits au budget civil de recherche et développement (BCRD) dont bénéficie le ministère.

Ce partenariat se concrétise tout particulièrement au sein d'une trentaine de laboratoires ou d'équipes de recherche qui associent le CNRS aux directions du ministère ou de ses établissements publics sous tutelle : ils font l'objet d'une présentation dans l'annuaire qui suit. Ces structures communes permettent la reconnaissance explicite des différents partenaires (dans plusieurs d'entre elles, une ou plusieurs universités sont impliquées, ainsi que d'autres institutions) et du niveau d'engagement de chacun sur la durée de la convention par la mise en commun des moyens nécessaires : locaux, crédits et personnels affectés à ces unités.

C'est avec le département des sciences de l'homme et de la société du CNRS que les échanges sont naturellement les plus nombreux. Les départements des sciences chimiques

(SC), des sciences pour l'ingénieur (SPI), des sciences et techniques de l'information et de la communication (STIC) et des sciences de l'univers sont également partie prenante de l'accord-cadre, certaines unités associant deux à trois départements. C'est le cas de l'UMR 694 MAP (SHS et STIC), de l'UMR 171 Centre de recherche et de restauration des musées de France et du GDR 2114 CHIMART (SHS et sciences chimiques), ou de l'UMS 2572 en cours de création, Laboratoire de mesure du carbone 14 (SHS et sciences de l'univers). Le Laboratoire d'acoustique musicale (UMR 7604) est rattaché au département des sciences de l'ingénieur, le laboratoire Sciences et technologies de la musique et du son (UMR 9912) associe les SHS, les STIC et les sciences de la vie.

L'annuaire tel qu'il est présenté ci-après, imparfait dans sa forme puisqu'il ne représente que l'état des collaborations à un instant donné, est mis en ligne et réactualisé régulièrement sur le site du ministère de la culture et de la communication dans les pages consacrées à la recherche (www.culture.gouv.fr/culture/mrt/cnrs/accord_cadre_2003.htm). Le site du CNRS présente également des notices détaillées sur toutes les unités qui sont répertoriées ici (www.cnrs.fr/band/4.htm). L'ordre retenu pour présenter ces unités correspond aux chapitres de cette brochure : archéologie, ethnologie/anthropologie, conservation/restauration, histoire de l'art et musicologie, recherche musicale, architecture, etc.

UMR 154

Archéologie des sociétés méditerranéennes : milieux, territoires, civilisations

Cette UMR a été créée en 1995. Intitulée alors « Sociétés de la Protohistoire et de l'Antiquité en France méridionale » puis en 1999 « Milieux et sociétés en France méditerranéenne : archéologie et histoire », elle prenait le relais d'une équipe propre du CNRS spécialisée dans l'étude de la protohistoire du Midi de la Gaule, mais elle s'en distinguait par un élargissement thématique, chronologique et aussi institutionnel. Lors de son renouvellement en 2003, l'UMR a souhaité prendre un nouveau titre de manière à consacrer l'inscription de ses thèmes de recherche dans la longue durée (de l'âge du Bronze au Moyen Âge), le renforcement des approches interdisciplinaires et l'ouverture des recherches à l'ensemble des sociétés méditerranéennes.

La coopération interinstitutionnelle est en Languedoc-Roussillon une habitude ancienne : la fondation d'une UMR associant le CNRS, le ministère de la culture et de la communication et désormais l'université Paul-Valéry a donc eu pour effet principal d'officialiser des collaborations scientifiques depuis longtemps ébauchées. Elle a permis de structurer la communauté scientifique régionale autour de programmes arrêtés en commun, dans lesquels on a fait une place de plus en plus marquée à l'archéologie préventive, orientation stratégique prochainement consolidée par la contractualisation souhaitée avec l'INRAP dans le cadre de la convention cadre passée récemment entre cet institut et le CNRS.

Adresse :

UMR 154
390, route de Pérols
34970 Lattes
Tél. : 04 67 15 61 25
Fax : 04 67 22 55 15
Mél : umrlat@cnrs-mop.fr

Responsables :

Pierre Garmy (MCC), directeur

Claude Raynaud (CNRS),
directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université Paul-Valéry Montpellier III

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Sections du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux : évolution, interactions
32 : Mondes anciens et médiévaux

Date de création :

01/01/1995

Programmes :

- Protohistoire du Midi de la Gaule
- Anthropologie culturelle et historiographie des mondes classiques
- Espace et territoire
- Archéologie urbaine, monumentale et funéraire
- Archéologie de la pierre
- Céramologie, étude des productions artisanales
- Archéologie de l'animal
- Géoarchéologie et paléoenvironnement quaternaire

UMR 5594

Archéologie, cultures et sociétés : la Bourgogne et la France orientale du Néolithique au Moyen Âge

Consacrée à l'étude des cultures matérielles et des sociétés du Néolithique au Moyen Âge en Bourgogne et en France orientale, l'UMR développe une démarche fondée sur l'archéologie en y couplant l'étude des sources textuelles et iconographiques pour les périodes historiques. Les recherches concernent la caractérisation des groupes culturels et des sociétés, l'analyse spatiale des terroirs et des territoires, l'étude des activités artisanales et des techniques de production, ainsi que l'approche des phénomènes d'échange et de diffusion. Elles visent notamment à restituer les structures sociales et leurs mutations, ainsi qu'à appréhender les expressions spirituelles à travers les pratiques funéraires, culturelles ou artistiques.

L'UMR est installée à Dijon dans les locaux de l'université de Bourgogne et s'insère dans la Maison des sciences de l'Homme. Les recherches engagées se poursuivent également dans plusieurs pôles déconcentrés : Centre d'études médiévales à Auxerre (Yonne), Centre archéologique européen du Mont-Beuvray, Centre d'archéologie préhistorique de Valence et Centre d'études et de recherche du patrimoine de Sens.

Adresse :

UMR 5594
Université de Bourgogne
6, bd Gabriel 21000 Dijon
Tél. : 03 80 39 57 97
Fax : 03 80 39 57 87
Mél : umr5594@u-bourgogne.fr

Site internet :

www.u-bourgogne.fr/ARCHEOLOGIE/

Responsables :

Claude Mordant (Université), directeur

Jean Rosen (CNRS), directeur adjoint

Jean-François Piningre (MCC), directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université de Bourgogne

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Sections du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux :

évolution, interactions

32 : Mondes anciens et médiévaux

33 : Formation du monde moderne

Date de création :

01/01/1995

Programmes :

● Thèmes chronologiques :

• Terroirs, sociétés et territoires au Néolithique

• Les nouvelles sociétés du métal (2500-250 av. n.è.)

• La société gauloise en Europe moyenne : changement et continuité (250 av.-250 ap.)

• Cultures et sociétés médiévales

● Thèmes transversaux :

• Géoarchéologie : environnement et archéologie spatiale

• Matériaux, techniques et sociétés

• Archéologie funéraire : approches archéo-anthropologiques et culturelles

UMR 5608 Unité toulousaine d'archéologie et d'histoire (UTAH)

Créée en 1994-95, cette UMR associant des chercheurs de l'université de Toulouse-Le Mirail et du CNRS s'est rapidement élargie à des personnels relevant du ministère de la culture : membres du service régional de l'archéologie de Midi-Pyrénées, conservateurs de musées archéologiques de la région. Ces personnels ont pris une part très active dans les travaux de recherche sur Toulouse dans l'Antiquité, menés pendant huit ans, et qui ont abouti en 2002 à une volumineuse publication : *Tolosa. Nouvelles recherches sur Toulouse et son territoire dans l'Antiquité* (Coll. de l'École française de Rome), à laquelle ont collaboré 44 auteurs. Une action collective de recherche sur Toulouse protohistorique, initiée en 2003, associera des chercheurs de toutes institutions. Un PPF (projet pluriformation) sur le fer, « De la mine à l'objet », vient de

recevoir un important soutien national. L'UTAH, fidèle à sa vocation, poursuit de nombreux travaux en France et hors de France ; elle accorde aussi toute son importance à la recherche régionale. Les grottes ornées préhistoriques ont donné lieu, dans le cadre de la Maison des sciences de l'Homme de Toulouse, à un colloque concernant à la fois la recherche et la « gestion du patrimoine ». Dans le domaine médiéval, des recherches interinstitutionnelles vont reprendre sur le site de l'Hôtel Saint-Jean. Enfin, la présence de l'UMR est également forte dans le domaine de l'archéométrie, notamment en carpologie, archéozoologie et paléométallurgie.

Adresse :

UTAH
Université Toulouse 2 Le Mirail
Maison de la recherche
5, allée Antonio-Machado
31058 Toulouse
Tél. : 05 34 40 00 30
Fax : 05 34 40 00 40
Mél : utah@univ-tlse2.fr

Site internet :

www.univ-tlse2.fr/
rech/equipes/utah.html

Responsable :

Jean-Marie Pailler
(Université), directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université
Toulouse-Le Mirail

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Sections du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux :
évolution, interactions
32 : Mondes anciens et
médiévaux

Date de création :

01/01/1995

Programmes :

- Dynamiques communes : exploitation des ressources animales et végétales ; de la mine à l'objet ; productions artisanales ; techniques des arts et représentations artistiques ; étude des espaces et des communautés montagnardes ; système d'information archéologique / système d'information géographique ; histoire de l'archéologie, historiographie ; patrimoine, expérimentation, valorisation.
- Préhistoire : premières présences humaines, du Pléistocène moyen et du début du Pléistocène supérieur (Sud-Ouest, Caucase, Afrique du Sud) ; techniques et cultures des premiers hommes modernes : Paléolithique supérieur ancien et moyen (Pyrénées, Espagne, Mongolie) ; l'homme et son milieu au cours du Tardiglaciaire dans le midi de la France ; des derniers chasseurs-cueilleurs-collecteurs aux premières communautés paysannes : du Mésolithique à l'âge du Bronze ; arts préhistoriques : symboles et culture (grottes ornées, art rupestre, statuaire) ; études sur les faunes du Paléolithique.

- Protohistoire récente et Antiquité : habitat et sociétés de la fin de l'âge du Bronze à la fin de l'âge du Fer en Méditerranée occidentale ; mines et métallurgie en Europe (Pyrénées, Massif Central, Alpes du Sud, Roumanie). Or et fer, orfèvres et forgerons ; productions et échanges de la Protohistoire récente et de l'Antiquité : céramique, verre, lingots, bronzes, monnaies ; les villes et leurs territoires dans l'Occident romain : Toulouse, Saint-Bertrand-de-Comminges, Auch, Cahors, Labitlosa (Espagne), Zama (Tunisie).
- Moyen Âge et période moderne : occupation et structuration des territoires (villages Sud-Ouest, Espagne) ; archéologie religieuse et archéologie funéraire (christianisation, nécropoles, prieurés) ; les objets de la culture matérielle, la production et l'artisanat (méthodologie, céramique, métaux, fours de potiers) ; plantes, milieux exploités et pratiques des savoirs (patrimoine et biodiversité, systèmes de culture, alimentation, France).

UMR 5808
**Institut de préhistoire
et de géologie du
quaternaire (IPGQ)
Milieux, techniques et
cultures préhistoriques**

Les activités de recherche de l'UMR s'organisent autour de deux grands domaines : les cultures préhistoriques et les paléoenvironnements continentaux quaternaires. Cinq thèmes traitent des conditions dans lesquelles apparaissent et se développent les innovations techniques et symboliques dans les cultures préhistoriques. Trois d'entre eux abordent cette problématique de manière diachronique. Les deux autres sont ciblés sur des périodes charnières de la Préhistoire : le passage du Paléolithique moyen au Paléolithique supérieur et le passage des cultures du Tardiglaciaire à celles du Postglaciaire. L'origine des premiers

peuplements de l'Europe est l'objet d'un autre thème. Celui-ci est envisagé par l'étude des plus anciennes occupations humaines identifiées dans deux zones géographiques clés : la Bulgarie et le Maroc. Les paléoenvironnements continentaux sont traités en étroite association avec les occupations humaines. Abordés par des méthodes géologiques et paléontologiques, ils sont pris en compte à la fois dans l'approche des thèmes évoqués ci-dessus et dans un thème spécifique qui a pour finalité l'étude des changements mésologiques en relation avec les changements culturels. Enfin, une attention toute particulière est accordée à l'étude des processus de formation des sites car ce thème, transversal à tous les autres, permet de valider les données sur lesquelles sont fondés les différents concepts proposés.

Adresses :

IPGQ-UMR 5808
Université des sciences et technologies, Bordeaux 1
Bât. de géologie B18
Avenue des Facultés
33405 Talence cedex
Tél. : 05 40 00 88 91
Fax : 05 40 00 84 51
Mél :
m.charuel@iquat.u-bordeaux.fr
texier@iquat.u-bordeaux.fr

IPGQ-UMR 5808
Centre national de préhistoire
38, rue du 26e RI
24000 Périgueux
Tél. : 05 53 06 69 69
Fax : 05 53 09 55 87
Mél : annie.pignon@culture.gouv.fr

Site internet :

www.iquat.u-bordeaux.fr/

Responsable :

Jean-Pierre Texier (CNRS),
directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université
Bordeaux 1

**Département scientifique
du CNRS :**

sciences de l'homme et de la
société

**Section du comité
national du CNRS :**

31 : Hommes et milieux :
évolution, interactions

Date de création :

01/01/1997

Programmes :

- La transition Paléolithique moyen /Paléolithique supérieur
- Systèmes techniques, innovations et marqueurs culturels
- Processus de formation des sites préhistoriques
- Milieu endokarstique et occupations préhistoriques
- Origine et évolution des systèmes symboliques
- Variations des milieux et évolution des comportements humains au Tardi- et Postglaciaire
- Chronologie, mise en place et déroulement des événements environnementaux et culturels
- Eurasie, Eurafrique : quels premiers peuplements avant le stade isotopique 15 ?

UMR 5809

Laboratoire d'anthropologie des populations du passé

Les membres de l'équipe travaillent dans une perspective commune d'étude des populations du passé et les interférences sont nombreuses entre les activités de recherche touchant à la biologie et à la diversité humaines, à l'évolution des peuplements, à la paléthrologie, et ceci quelle que soit la période chronologique considérée. Une part déterminante de ces activités dépend des opérations de terrain, plusieurs membres étant en effet impliqués dans des activités de fouilles, comme responsables de chantiers ou intervenants au côté des archéologues. La déclaration de politique scientifique présentée dans le cadre du nouveau contrat quadriennal fait apparaître un projet qui s'articule autour de cinq thèmes se référant à des méthodes d'analyses adaptées à l'individu, à la population ou à l'étude

de la dynamique du peuplement, ceci dans une double perspective biologique et culturelle. L'UMR a développé des programmes en collaboration avec des chercheurs relevant d'autres disciplines (archéologie, préhistoire, archéométrie, géologie, biochimie...) et a récemment engagé un nouvel axe de recherche en paléogénétique. Des collaborations spécifiques avec des équipes relevant d'institutions nationales et étrangères, de services régionaux de l'archéologie et de l'INRAP sont établies. Toutes les recherches sont conduites en privilégiant l'interdisciplinarité. Le laboratoire joue un rôle prépondérant dans l'enseignement et la formation de jeunes chercheurs (UFR Sciences biologiques, université Bordeaux 1 ; UFR Histoire de l'art et archéologie, université Bordeaux 3 ; universités parisiennes,

etc.). Les interventions se font également dans le cadre d'une *summer class* à l'université de Princeton, de stages en association avec l'Institut national du patrimoine et de chantiers de fouilles (chantiers-écoles). Dans le cadre du partenariat avec le ministère de la culture, la création du dépôt ostéothèque de Pessac en 1995 a permis au laboratoire de disposer d'une infrastructure indispensable à la gestion de collections ostéologiques et à la formation des étudiants.

Adresse :

UMR 5809
Université des sciences et technologies, Bordeaux 1
Bât. B8
Avenue des Facultés
33405 Talence
Tél. : 05 40 00 89 31
Fax : 05 40 00 25 45
Mél : r.wortmann@anthropologie.u-bordeaux.fr

Site internet :

www.u-bordeaux1.fr/anthropologie/index.html

Responsables :

Anne-Marie Tillier (CNRS), directrice

Pascal Sellier (CNRS), directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université Bordeaux 1

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux : évolution, interactions

Date de création :

01/01/1997

Programmes :

- Ostéobiographie et anamnèse de l'individu
- Biologie et mode de vie de la population. Outils démographiques
- Anatomie fonctionnelle. Imagerie médicale et morphométrie 3D
- Histoire des peuplements et évolution
- Archéo-anthropologie et pratiques mortuaires

UMR 6566

Civilisations atlantiques et archéosciences (C2A)

L'aire géographique principale de l'UMR est le grand Ouest, comprenant l'entité naturelle constituée par le Massif armoricain et ses bordures, de l'embouchure de la Seine à celle de la Garonne. D'importants travaux sont menés avec des coopérations internationales : Espagne, Arménie, Russie, Thaïlande, Myanmar, Canada, Argentine... À l'université de Rennes 1, l'UMR est rattachée à l'UFR « Structure et propriétés de la matière », du fait (historique et méthodologique) de sa proximité avec Géosciences-Rennes. L'archéologie, préhistorique ou historique, programmée ou préventive, est ici considérée dans sa globalité indissociable comme une « science expérimentale avec une approche quantitative », fondée sur l'observation

et la déduction à partir des « faits » de terrain. Science certes « historique », étudiant l'Homme dans le milieu vivant et minéral, l'archéologie se situe à l'interface des sciences de l'Homme, de la Terre et de la Matière, de la Vie. Elle met en œuvre une grande diversité de disciplines, des plus classiques aux plus récentes. À l'université de Rennes 2, l'UMR est rattachée à l'UFR « Sciences sociales » (département d'histoire). À l'université de Nantes, elle est rattachée à l'UFR « Histoire, histoire de l'art et archéologie » (département d'histoire) avec un laboratoire en faculté des lettres, et au département des sciences de la Vie et des sciences de la Terre avec un laboratoire en faculté des sciences. Enfin, le ministère de la culture a affecté à l'UMR, pour leur activité de recherche, des personnels des services

régionaux de l'archéologie de Bretagne (Rennes), des Pays-de-la-Loire (Nantes) et de Basse-Normandie (Caen). L'UMR évolue vers une ouverture plus importante à l'archéologie des périodes historiques et, en associant davantage l'archéologie préventive, vers la constitution d'un fort pôle de recherche archéologique dans l'Ouest.

Adresse :

UMR 6566
Université Rennes 1
Laboratoire d'anthropologie,
archéométrie
Bât. 25
Campus de Beaulieu
35042 Rennes cedex
Tél. : 02 23 23 61 09
Fax : 02 23 23 69 34
Mél : jean-laurent.monnier
@univ-rennes1.fr

Site internet :

www.archeologie.univ-rennes1.fr/index.htm

Responsables :

Jean-Laurent Monnier (CNRS), directeur
Guirec Querré (MCC), directeur adjoint
Bernard Médrignac (Université), directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, universités
Rennes 1, Rennes 2 et Nantes

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Sections du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux : évolution, interactions
32 : Mondes anciens et médiévaux

Date de création :

01/01/1997

Programmes :

- Cultures et approches chronologiques
- L'Homme et son milieu
- Matériaux : productions et consommations
- Méthodes de datation (dendrochronologie, archéomagnétisme)

UMR 6636

Économies, sociétés et environnements préhistoriques (ESEP)

L'ESEP regroupe trois spécialités : préhistoire, géoarchéologie, paléontologie/ archéozoologie. Partie intégrante de la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (MMSH), l'unité, qui affiche une élection spécifique pour la Méditerranée occidentale, développe une double orientation méditerranéenne et africaine (Midi méditerranéen, Maghreb, domaines insulaires). Chronologiquement, elle couvre toute la Préhistoire (Plio-Pleistocène/Holocène), avec des centrages spécifiques selon les thématiques. Elle accorde une attention toute particulière à la formation à la recherche par la recherche (de la licence au doctorat ; master en cours de mise en place).

Elle est organisée en trois équipes : Préhistoire africaine ; Processus culturels, biologiques et environnements quaternaires ; Fonctionnement et processus de mutation des sociétés méditerranéennes holocènes. Elle développe aussi deux thèmes transversaux : Comportements et adaptation en situations de contraintes ; Systèmes techniques, échanges, mobilités.

Adresse :

ESEP-UMR 6636
5, rue du Château-de-l'Horloge
BP 647
13094 Aix-en-Provence cedex 2
Tél. : 04 42 52 42 94
Fax : 04 42 52 43 77
Mél : esep@msh.univ-aix.fr

Site internet :

www.msh.univ-aix.fr/
laboratoires/esep/accueil/
page-titre.html

Responsables :

Robert Chenorkian
(Université), directeur

Xavier Guthertz (MCC),
directeur adjoint

André d'Anna (CNRS),
directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, universités Aix-Marseille 1 et Grenoble 1

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux :
évolution, interaction

Date de création :

01/01/1998

Programmes :

- Préhistoire de l'Afrique
- Environnements plio-pleistocènes en Afrique orientale
- Caractérisation et dynamique des peuplements pléistocènes Maghreb-Sahara
- Épipaléolithiques et processus de néolithisation (Maghreb, milieu saharo-sahélien)
- Atlas préhistorique de la Tunisie
- Protohistoire de l'Afrique septentrionale

- Processus culturels biologiques et environnements quaternaires

Environnements quaternaires :

- Paléontologie des vertébrés et paléoenvironnements climatiques
- Processus taphonomiques des assemblages osseux
- Paléoclimatologie et paléogéographie

Socio-économie des groupes de chasseurs-collecteurs :

- Analyse des systèmes techniques
- Comportements de subsistance et territoires

- Fonctionnement et processus de mutation des sociétés méditerranéennes holocènes
- Mésolithique et Néolithique ancien dans le domaine méditerranéen
- Cultures, économies et espaces du Néolithique à l'âge du Bronze en Europe occidentale (5000-15000 av. n.è.)

UMR 8142

Histoire, archéologie, littérature des mondes anciens (HALMA)

En janvier 2002, le CNRS a reconnu comme UMR le centre de recherches HALMA de l'université Charles-de-Gaulle-Lille 3. Son axe 2 : « Antiquité nationales, archéologie de la Gaule septentrionale » fait l'objet d'une contractualisation supplémentaire avec le ministère de la culture. Les directions de recherche principales comportent des études de terroirs (en particulier des vallées : Deûle, Escaut et Canche), de villes (Amiens, Bavay, Famars...), de thèmes (habitat rural...) et enfin des recherches portant sur la culture matérielle (productions artisanales : céramique et métallurgie). Ces activités prennent la forme de travaux de terrain (prospections, fouilles, inventaires de collections), de séminaires et d'ateliers permanents, mais aussi de colloques internationaux (novembre 2002 : « Les

villes romaines du Nord de la Gaule »). Ces travaux s'enrichiront dès 2003 de nouveaux projets dans le même cadre chronologique, de la Protohistoire à l'Antiquité tardive (par exemple une synthèse sur la cité des Nerviens). La triple tutelle met HALMA dans de bonnes conditions pour fédérer de nombreux chercheurs relevant d'institutions différentes (Université, CNRS, MCC — essentiellement services régionaux du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie — INRAP et services archéologiques territoriaux). Du fait de son implantation à Lille, l'UMR a vocation à élargir son recrutement vers l'Europe du Nord-Ouest.

Adresse :

HALMA-UMR 8142
Université Lille 3
BP 149
59653 Villeneuve-d'Ascq cedex
Tél. : 03 20 41 63 65
Fax : 03 20 41 63 65
Mél : halma@univ-lille3.fr

Site internet :

www.univ-lille3.fr/halma/

Responsables :

Arthur Muller (Université),
directeur

Roger Hanoune (Université),
directeur adjoint

Dominique Mulliez
(Université), directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université Lille 3

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Section du comité national du CNRS :

32 : Mondes anciens et
médiévaux

Date de création :

01/01/2002

Programmes :

- Histoire et archéologie des mondes méditerranéens et orientaux
- Antiquités nationales, archéologie de la Gaule septentrionale
- Systèmes de représentations des mondes anciens

UMR 9993

Centre de recherches archéologiques Indus-Baluchistan

L'UMR 9993 concentre une grande partie de ses travaux sur l'étude archéologique des régions des frontières indo-iraniennes et de la vallée de l'Indus. Une première équipe a mis en évidence sur les sites de Mehrgarh et de Nausharo, à la bordure occidentale de la vallée de l'Indus, dans la région de Kachi/Bolan au Baluchistan pakistanais, une séquence continue d'occupations depuis le Néolithique (fin du VIII^e millénaire), période auparavant inconnue dans cette partie du monde, jusqu'à la fin de la civilisation de l'Indus, vers 1900 avant notre ère. Une autre équipe, dans le Makran, la partie méridionale de cette même province du Baluchistan, a mis en lumière, aussi pour la première fois dans ces régions, une séquence d'occupations du VI^e millénaire jusqu'à la période historique grâce à une exploration

systématique des sites de cette région, suivie de fouilles près de la ville de Turbat (Miri Qalat et Shahi Tump). Ces travaux, tant dans la région de Kachi/Bolan qu'au Makran, confirment de façon spectaculaire une des hypothèses de départ du programme de l'UMR sur l'existence probable depuis le Néolithique jusqu'à la période historique, parallèlement à des facteurs de changements et de transformations manifestes, de réels phénomènes de continuité présentant des éléments ayant incontestablement joué un rôle important dans la genèse de la civilisation de l'Inde ancienne. Un autre grand axe de recherche de l'UMR est l'étude des rapports entre le premier empire des steppes, celui des souverains xiongnu et la Chine de la dynastie Han (II^e s. av. J.-C. — II^e s. ap. J.-C.). La fouille de la grande nécropole de Gol Mod, dans le nord de la

Mongolie, avec plusieurs tombes de souverains, révèle de nombreux éléments nouveaux sur un moment crucial de l'équilibre fragile entre les populations de haute Asie et les sédentaires du monde chinois.

Adresse :

UMR 9993
Musée Guimet
19, av. d'Iéna
75116 Paris.
Tél. : 01 47 23 76 70
Fax : 01 47 23 05 31
Mél : jarrige.indus.cnrs@wanadoo.fr

Responsables :

Jean-François Jarrige (MCC), directeur

Catherine Jarrige (CNRS), directrice adjointe

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

31 : Hommes et milieux : évolution, interactions

Date de création :

01/01/1994

Programmes :

- Mise en évidence de la séquence préhistorique du Baluchistan et de la vallée de l'Indus
- Évolution et chronologie du peuplement en Asie du Sud-Est, de la préhistoire au début des périodes historiques (particulièrement Laos, Thaïlande, Vietnam)
- Les industries lithiques du Baluchistan et de la vallée de l'Indus
- Contexte techno-économique, social et culturel de la fabrication des parures dans la région de l'Indus avant et au cours du III^e millénaire av. J.-C.
- Étude des modes d'habitat et des structures domestiques des nomades et des sédentaires
- Reconstitution de l'environnement préhistorique du Baluchistan
- Chronotypologie des figurines humaines au Baluchistan
- La métallurgie de la civilisation de l'Indus

- Chronotypologie et caractérisation de la céramique de Mehrgarh et de Nausharo aux IV^e et III^e millénaires

- Étude de la glyptique protohistorique de la vallée de l'Indus et des régions avoisinantes

- Étude anthropologique des populations préhistoriques du Baluchistan

- Le peuplement ancien du Kech-Makran (Baluchistan pakistanais)

- Le peuplement ancien du Tadjikistan et de l'Afghanistan

- Recherches archéologiques sur le premier empire des steppes en haute Asie

- Archéologie de l'Afghanistan bouddhique

FRE 2640

Laboratoire d'archéologie et d'histoire thébaines (LAHTES)

Le Laboratoire d'archéologie et d'histoire thébaines est une composante du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre. Depuis de nombreuses années, le laboratoire entretient une étroite collaboration avec le Conseil supérieur des antiquités de l'Égypte. Le but des recherches de l'unité est de reconstituer l'histoire, les modes et le cadre de vie des anciens Égyptiens, depuis le Nouvel Empire jusqu'à l'époque copte, par des analyses sur le terrain, des fouilles archéologiques, des études d'épigraphie, des analyses architecturales.

Les chantiers de fouilles du laboratoire sont situés sur la rive occidentale de Thèbes. Dans la prestigieuse vallée des Rois, la tombe de Ramsès II était vouée à une ruine irrémédiable. Depuis 1993 des recherches intensives ont permis de la déblayer presque en totalité. De beaux vestiges de mobilier funéraire royal y ont été découverts. Depuis l'automne 2000, la tombe de Merenptah, treizième fils et successeur de Ramsès II, a été mise au programme. Dénommé le « Parthénon de Thèbes », le Ramesseum (XIII^e s. av. notre ère) est fouillé depuis vingt ans. Son histoire couvre vingt siècles. L'étude systématique du temple, de son complexe économique unique et des sépultures de fonctionnaires contemporains inhumés dans les collines avoisinantes guident les recherches actuelles.

Enfin de nombreux partenariats avec des équipes françaises et internationales ont permis un regard panoramique beaucoup plus étendu des connaissances égyptologiques : recherches géophysiques, géologiques et géotechniques, archéozoologie et archéobotanique, traitement des pierres altérées, géographie informatisée.

Adresse :

LAHTES
Musée du Louvre
75058 Paris cedex 01
Tél. : 01 40 20 50 93
Fax : 01 40 20 53 52
Mél : ziegler@louvre.fr

Responsables :

Christiane Ziegler (MCC),
directrice
Christian Leblanc (CNRS),
directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, musée du Louvre

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Section du comité national du CNRS :

32 : Mondes anciens et
médiévaux

Date de création :

01/01/2003

Programmes :

- Étude des collections d'origine thébaine : archéologie, philologie, histoire de l'art
- Histoire et archéologie de sites thébains : Ramesseum, vallée des Rois, vallée des Reines, tombes de fonctionnaires ramesrides, anthropologie
- Méthodes quantitatives en archéologie
- Étude et publication de textes hiératiques et démotiques

UMR 306

Centre d'ethnologie française (CEF)

Centré sur l'étude ethnologique de la société française dans son contexte européen, le Centre d'ethnologie française a progressivement ajouté à son champ historique le monde rural et les cultures urbaines. Son ancrage au musée des Arts et Traditions populaires l'oriente vers les questions de mémoire et de patrimonialisation, de savoir-faire, mais il se consacre aussi, dans la perspective de l'étude des changements sociaux et culturels, aux mobilités et aux métissages, à la ville et aux nouvelles formes de sociabilité. Parmi les multiples recherches conduites par l'équipe, dont les résultats s'expriment autant par des expositions que par des enseignements et des publications, on soulignera celles qui concernent la jeunesse et ses pratiques sportives et culturelles, les artisanats à l'épreuve des

technologies modernes et des nouveaux circuits de consommation, le corps et la santé — les conséquences en terme de lien social de l'épidémie de Sida en particulier — la fête enfin, fêtes urbaines, « *Revivals* » folkloriques, fêtes foraines, fêtes musicales. L'évolution du musée, qui doit devenir le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée en s'installant à Marseille, est accompagnée par celle du Centre qui s'élargit aujourd'hui à l'ensemble du domaine euroméditerranéen, en privilégiant le comparatisme et l'interdisciplinarité.

Adresse :

Centre d'ethnologie française
MNATP
6, av. du Mahatma-Gandhi
75116 Paris
Tél. : 01 44 17 60 00
Fax : 01 44 17 60 60
Mél : michel.colardelle@culture.gouv.fr

Site de Marseille :
Caserne du Muy
BP 88
13303 Marseille cedex 03
Tél. : 04 96 13 80 90
Fax : 04 96 13 80 98

Responsable :

Michel Colardelle (MCC),
directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Sections du comité national du CNRS :

36 : Sociologie, normes et
règles
38 : Unité de l'homme et
diversité des cultures

Date de création :

01/01/1966

Programmes :

- Environnement, habitat, vie domestique
- Agriculture, élevage, chasse, pêche, cueillette
- Patrimonialisation, mémoires locales
- Artisanat et industrie
- Institutions, échanges
- Corps, santé, vêtement
- Pratiques rituelles religieuses et profanes
- Musique et parole
- Image et texte
- Jeux, spectacles et loisirs

UMR 2558

Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC)

Le LAHIC est un lieu de réflexion fondamentale sur l'émergence de la catégorie « culture » dans les sociétés contemporaines. Cette expression de la valeur est aujourd'hui universelle, elle qualifie des objets, des pratiques, des lieux de plus en plus nombreux et variés. Le dialogue entre les institutions qui distinguent et « nomment » la culture et le patrimoine et les acteurs sociaux qui demandent voire revendiquent cette nomination est de plus en plus complexe et chargé d'émotion collective. Les chantiers ouverts par le laboratoire interrogent donc les catégories de la culture administrée en les plongeant dans la réalité des situations où elles émergent et évoluent. Qu'en est-il aujourd'hui de la monumentalité ? du désir d'archive ? de la politique publique de l'archéologie et des passions suscitées par

cette discipline ? de la promotion culturelle des langues et des littératures minoritaires ? de la figure publique de l'écrivain ? de la reconnaissance d'arts sans artistes ?... Autant de questions qui exigent que l'on interroge sur le terrain (un terrain complexe, transversal, qui va du niveau local à celui où s'élaborent les politiques de l'État) les processus de distinction, de valorisation et de partage puisque la référence culturelle est aujourd'hui devenue la matière et la justification de toute expression d'identité territoriale, collective, personnelle.

Adresse :

LAHIC-UMR 2558
5, rue Auguste-Vacquerie
75016 Paris
Tél. : 01 53 57 83 34
Fax : 01 53 57 83 33
Mél :
lahic.fabre@culture.gouv.fr

Site internet :

www.culture.gouv.fr/culture/mpe/lahic

Responsables :

Daniel Fabre (EHESS), directeur

Claude MachereI (CNRS),
directeur adjoint

Odile Welfelé (MCC), directrice
adjointe

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Section du comité national du CNRS :

38 : Unité de l'homme et
diversité des cultures

Date de création :

01/01/2002

Programmes :

- L'institution de la culture : chantiers théoriques et études de cas

- Langue, littérature, écriture

- Programmes en lien avec l'ethnopôle GARAE :

- L'ethnologie de la France : histoire, terrains, source ;

- Anthropologie de la monumentalité ; Fictions historiques et territoires

- Anthropologie de l'institution archéologique

UMS 1834

Préfiguration de la recherche au musée du quai Branly

Plusieurs missions ont été confiées à cette unité mixte de service.

- La conception de plusieurs outils multimédia destinés à informer le public du futur musée du quai Branly des méthodes et des résultats de l'anthropologie, de la diversité des langues, de leur origine et de leur distribution géographique, et des recherches attachées à l'architecture. L'un des objectifs est d'amener progressivement le visiteur à modifier le regard ou le point de vue qu'il possède sur l'anthropologie et sur les sociétés qu'elle étudie.

- La réflexion autour de la création du dépôt raisonné d'archives de terrain et une contribution à la réflexion générale sur la constitution de bases de données archéologiques.

Les ethnographes du XX^e s. seront invités à déposer leurs archives de terrain de toutes natures auprès du musée, qui s'engagera à produire un film pédagogique sur le principe de l'entretien pour recueillir leur témoignage sur leur expérience de terrain et leur perception actuelle de leurs archives. Ce projet n'est pas un simple dépôt d'archives dans la mesure où les archives déposées seront commentées et contextualisées.

Adresse :

UMS 1834 - Musée du quai
Branly
44 rue de l'Amiral-Mouchez
75014 Paris
Tél. : 01 56 61 71 92
Fax : 01 56 61 71 41
Mél : jean.baty@cnrs-dir.fr

Responsable :

Emmanuel Désveaux (EHESS),
directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, musée du quai
Branly

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Section du comité national du CNRS :

38 : Unité de l'homme et
diversité des cultures

Date de création :

01/01/1999

UMR 171

Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF)

L'objectif de l'activité de cette UMR est de croiser l'étude physico-chimique des matériaux, celle des techniques et l'histoire de l'art et des civilisations pour mettre en œuvre une recherche sur l'héritage culturel conservé dans les musées de France essentiellement, le découvrir, le valoriser et le préserver. La recherche sur les matériaux du patrimoine est fondée, en premier lieu, sur le constat que ces matériaux, que l'on croyait bien connaître par analogie à des matériaux apparemment équivalents de notre monde contemporain, le sont mal en réalité. En effet, les techniques de production étaient très différentes, les fonctions de ces matériaux étaient

spécifiques, et les transformations dues au vieillissement sont peu connues. Les recherches menées par l'UMR visent à définir l'originalité des objets du patrimoine, à appréhender des aspects inédits des matériaux et de leur utilisation, rendus accessibles par des moyens de haute technologie. L'une des grandes orientations méthodologiques de l'UMR, qui en fait aussi l'un de ses points forts, est la recherche et la mise au point de méthodes d'examen et d'analyse non destructives avec, si possible, des appareils transportables. Ont ainsi été mis au point la microfluorescence X, la microspectrométrie Raman (en collaboration avec le Laboratoire de dynamique, interactions et réactivité, LADIR), le spectro-gonio-colorimètre. Par ailleurs, l'UMR 171 est impliquée dans le

programme national Carbone 14 SMA (spectrométrie de masse par accélération) pour l'étude des échantillons archéologiques et artistiques prélevés dans les musées.

Adresse :
C2RMF-UMR 171
Palais du Louvre
Porte des Lions
14, quai François-Mitterrand
75001 Paris
Tél. : 01 40 20 56 52
Fax : 01 47 03 32 46
Mél : jean-pierre.mohen@culture.gouv.fr

Site internet :
www.c2rmf.fr

Responsable :
Jean-Pierre Mohen (MCC),
directeur

Organismes de tutelle :
MCC, CNRS

**Départements
scientifiques du CNRS :**
sciences chimiques ; sciences
de l'homme et de la société

**Sections du comité
national du CNRS :**
17 : Molécules : structures et
interaction
31 : Hommes et milieux :
évolution, interactions
32 : Mondes anciens et
médiévaux

Date de création :
01/01/1996

Programmes :

- Chimie, santé et beauté dans l'antiquité
- Chimie des substances naturelles archéologiques
- Altération des verres au plomb enfouis
- Archéoméallurgie
- Peintures jusqu'à la fin de l'antiquité
- Couleur
- Altérations physico-chimiques de la surface des matériaux
- Datation
- Bases de données

FRE 2743

Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG)

L'objectif du CRCDG est de mettre la recherche scientifique — notamment en chimie et en microbiologie — au service de la conservation des documents, qu'il s'agisse des manuscrits, des imprimés, des photographies, des films ou des supports numériques. Une partie des travaux du laboratoire consiste à caractériser, au moyen de diverses méthodes d'analyse (spectrométriques, chromatographiques, calorimétriques...), la composition des matériaux qui constituent ce patrimoine, ainsi que leur apparence (par mesure de la couleur et du brillant). Il s'agit également d'étudier leur comportement quand ils sont soumis aux agressions du temps et de l'environnement (lumière, humidité, température, pollution, micro-organismes...) : afin de prévenir les effets

de ces différents paramètres, le CRCDG s'applique à mieux comprendre leur rôle dans l'altération des œuvres et des documents. Il peut ainsi fournir des solutions adaptées aux préoccupations des responsables de collections, soucieux de mettre en place dans leurs établissements une véritable politique de conservation préventive.

Adresse :

CRCDG-FRE 2743
Muséum national d'histoire naturelle
36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire
75005 Paris
Tél. : 01 44 08 69 90
Fax : 01 47 07 62 95
Mél : crcdg@mnhn.fr

Site internet :

www.crcdg.culture.fr

Responsable :

Bertrand Lavedrine (MCC),
directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, Muséum national
d'histoire naturelle

**Départements
scientifiques du CNRS :**
sciences de l'homme et de la
société ; sciences chimiques

Sections du comité national du CNRS :

17 : Molécules : structures et
interactions
32 : Mondes anciens et
médiévaux

Date de création :

01/01/2003

Programmes :

- Analyse des matériaux :
papier et matériaux
cellulosiques, encres et
pigments, cuir et parchemin,
photographie et audiovisuel
- Traitements de conservation :
désinfection des biens
culturels, mise au point et
évaluation de traitements de
restauration
- Étude et contrôle de
l'environnement des
collections
- Vision des couleurs

GDR 2114

Caractérisation et compréhension des mécanismes physico-chimiques d'altération des matériaux du patrimoine culturel (CHIMART 2)

La connaissance du patrimoine culturel, et sa sauvegarde pour les générations futures, est une préoccupation importante, croissante, qui implique tous les niveaux de la société. De cette situation naît un important besoin de recherches fondamentales et appliquées. Un certain nombre de champs de recherche développés en histoire de l'art et en archéologie font de plus en plus appel aux techniques d'analyse physico-chimiques pour résoudre des questions relatives à la nature des matériaux anciens, leur origine géographique ou encore les processus techniques de transformation auxquels l'homme les a soumis.

Ces recherches ont d'abord été menées à l'interface des sciences humaines et des sciences environnementales ou des sciences physiques alors que les sciences chimiques semblaient peu représentées. Or un nouveau champ d'étude et d'analyse des matériaux est apparu depuis une dizaine d'années à partir de relations tissées entre sciences chimiques et sciences humaines, au sein de laboratoires directement en contact avec les collections archéologiques et celles provenant des musées. Il s'agit de la caractérisation de la structure chimique de matériaux constitutifs d'œuvres du patrimoine qui est riche d'informations tant sur le plan de la détermination des gisements naturels que sur celui de l'étude des procédés techniques mis en œuvre par les populations au cours des âges. En outre les

mécanismes chimiques ou biochimiques d'altération des matériaux en fonction du contexte dans lequel ils sont conservés ont d'importants effets sur leur évolution et leur degré de conservation. La compréhension des processus de dégradation s'avère alors indispensable pour protéger ces objets qui représentent des vestiges irremplaçables de notre patrimoine. À ce jour, 41 laboratoires ou unités de recherche du CNRS et du ministère de la culture participent au GDR.

Adresse :

CHIMART-GDR 2114
C2RMF
Palais du Louvre
Porte des Lions
14, quai François-Mitterand
75001 Paris
Tél. : 01 40 20 57 49
Fax : 01 47 03 32 46
Mél : martine.regert@culture.gouv.fr

Responsable :

Martine Regert (CNRS),
directrice

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, universités
Grenoble 2, Paris XI et Paris I,
CEA, Cité de la musique, INRA

Département scientifique du CNRS :

sciences chimiques

Sections du comité national du CNRS :

17 : Molécules : structures et interactions
19 : Élaboration, caractérisation et modélisation du solide
31 : Hommes et milieux : évolution, interactions
32 : Mondes anciens et médiévaux

Date de création :

01/01/2000

Programmes :

- Étude des techniques de fabrication et des modes d'utilisation des matériaux du patrimoine culturel
- Compréhension des mécanismes physico-chimiques de dégradation
- Étude de l'interaction entre les produits de restauration, les matériaux utilisés pour la conservation ou la présentation, et l'œuvre

FRE 2514

Laboratoire de recherche sur le patrimoine français

Le Laboratoire de recherche sur le patrimoine français associe des chercheurs du ministère de la culture, du CNRS, ainsi que des universitaires, des doctorants et des chercheurs indépendants et conduit des recherches thématiques régionales et nationales, destinées à approfondir les enquêtes réalisées dans le cadre de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, institué par A. Malraux en 1964. Ses principales actions concernent le recensement des vitraux anciens de la France, l'orfèvrerie française, l'architecture de villégiature et, enfin, le corpus des émaux méridionaux. Engagé en 1972, dans le cadre international du *Corpus Vitrearum*, le recensement des vitraux anciens de la France a conduit à la publication de six volumes (1978, 1981, 1986, 1992, 1994, et 2001). Le dernier portait

sur les vitraux de Haute-Normandie. Les deux prochains, sur les vitraux de Basse-Normandie et de Bretagne, sont en cours de rédaction, pour une publication en 2004. En dix ans, neuf volumes ont été publiés sur les orfèvres français : des orfèvres de Nantes (1989) à ceux de Lyon et Trévoux (2000). *Les Orfèvres de Paris au XVII^e siècle* ont été publiés en 2002, en coédition avec la Commission du Vieux Paris. Un dixième volume, *Dictionnaire des poinçons des fabricants de Paris et de la Seine, t. III (1875-1914)*, est prêt à paraître. Cinq manuscrits sont en cours de rédaction. Engagé en 1990, le programme sur l'architecture de la villégiature se poursuit sur toutes les côtes françaises. La dernière publication importante est parue en 2001 : *La villégiature balnéaire autour de Dinard et de Saint-Malo* (Coll. Cahiers

du patrimoine). Enfin, le corpus des émaux méridionaux est accessible sous la forme d'une base de données documentaire et photographique actuellement déposée, pour l'essentiel, au musée de Cluny. La FRE 2514 est appelée à fusionner avec la FRE 2491, pour former une nouvelle UMR (UMR André-Chastel) associant le CNRS, le ministère de la culture et de la communication et l'université de Paris IV au sein de l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), où les deux équipes doivent s'installer en 2004.

Adresse :

Laboratoire de recherche sur le patrimoine français
10, rue du Parc-Royal
75003 Paris
Tél. : 01 40 15 75 72
Fax : 01 40 15 76 76
Mél : laurence.delassus@culture.gouv.fr

Responsable :

Claude Mignot (Université), directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Sections du comité national du CNRS :

32 : Mondes anciens et médiévaux
33 : Formation du monde moderne

Date de création :

UMR 22 : 01/01/1979

Date de renouvellement :

FRE 2514 : 01/01/2002

Programmes :

- Patrimoine verrier français
- Arts précieux (émaux méridionaux, orfèvrerie française)
- Patrimoine pictural (peintures murales, écoles régionales)
- Architecture et villégiature
- Patrimoine industriel : les matériaux de construction

UMR 6576

Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR)

Consacré à l'étude de la civilisation de la Renaissance, le CESR a continué ou mis en place en 2002-2003 des projets qui permettent d'éclairer cette première « modernité » culturelle européenne dans trois domaines principaux : musicologie (programme Ricercar), livre ancien, architecture. La première thématique a donné lieu à d'importantes publications et bases de données. La seconde est en cours de transformation : à partir du travail considérable effectué par P. Aquilon, détaché auprès du ministère de la culture pour l'inventaire des incunables, le livre ancien est en pleine expansion avec la mise en place d'une « Bibliothèque virtuelle humaniste » qui devrait aboutir en quatre ans à la numérisation et à la mise à disposition en ligne, avec indexation et

consultation ergonomique, de 2000 imprimés conservés en Région Centre. Enfin, la politique d'organisation de colloques et d'éditions de prestige en histoire de l'architecture a été poursuivie. Elle doit prendre un nouvel essor avec les projets de constitution de plusieurs bases de données : traités d'architecture et répertoire des antiquités gallo-romaines. La numérisation des ouvrages et des documents iconographiques accompagnés de leur exploitation pour la recherche représente donc un axe majeur dans la contribution que le CESR entend apporter à la valorisation du patrimoine renaissant.

Adresse :

CESR-UMR 6576
Université François-Rabelais
59, rue Nericault-Destouches
BP 1328
37013 Tours cedex 1
Tél. : 02 47 70 17 00
Fax : 02 47 70 17 01
Mél : cesr@univ-tours.fr

Site internet :

www.cesr.univ-tours.fr

Responsable :

Marie-Luce Demonet
(Université), directrice

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, université François-Rabelais (Tours)

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Sections du comité national du CNRS :

33 : Formation du monde moderne
35 : Pensée philosophique ; sciences des textes ; création artistique, scientifique et technique

Date de création :

01/01/1996

Programmes :

- Philosophie, histoire, littérature française et néolatine
- Histoire du livre, incunables du XVI^e siècle
- Systèmes de représentation, histoire de l'art (architecture), peinture italienne, iconologie, musicologie
- Littératures, mentalités et civilisations, théâtre européen, Empire et réformes
- Humanisme, sciences, savoirs

UMR 2162

Atelier d'études sur la musique française des XVII^e et XVIII^e siècles

Les activités de l'Atelier d'études sur la musique française des XVII^e et XVIII^e siècles s'inscrivent dans le cadre des missions du Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) dont il est le département de recherche : retrouver, restaurer, éditer et diffuser le plus largement possible le répertoire musical français de l'époque baroque. Il développe ses activités dans quatre domaines étroitement liés : la recherche fondamentale (colloques, groupes de travail, travaux collectifs et personnels), la recherche documentaire (gestion de la base de données Philidor), la recherche appliquée (conseil aux musiciens interprètes, préparation des programmes de concerts au Château de Versailles et dans de nombreux lieux français et étrangers), la préparation scientifique des éditions musicales et des livres. L'Atelier

d'études reçoit chaque année des chercheurs et des étudiants, français et étrangers, qui participent à ces chantiers de recherche, en enrichissant sa base de données Philidor, en collaborant à la restauration des œuvres, en préparant des éditions musicales et en expérimentant, avec les musiciens, l'interprétation des œuvres retrouvées, restaurées et éditées.

Adresse :

UMR 2162
Hôtel des Menus-Plaisirs
22, av. de Paris
BP 353
78003 Versailles cedex
Tél. : 01 39 20 78 10
Fax : 01 39 20 78 01
Mél : accueil@cmbv.com

Site internet :

www.cmbv.com

Responsable :

Jean Duron (CMBV), directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

35 : Pensée philosophique ; sciences des textes ; création artistique, scientifique et technique

Date de création :

01/01/1992

Programme :

- La musique baroque française : dépouillement d'archives, éditions critiques, constitution de la base de données Philidor

UMR 200 Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF)

L'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France a été créé en 1996 par le CNRS, le ministère de la culture et la Bibliothèque nationale de France pour développer une structure fédérative capable de regrouper des spécialistes français et étrangers de la musique en France, du Moyen Âge à nos jours. L'équipe de l'IRPMF, constituée de musicologues, d'historiens, de littéraires et d'historiens d'art, conduit quatre missions dévolues à l'édition critique des grands corpus musicaux français, à la recherche historique, au développement d'outils de documentation et à la formation doctorale. L'IRPMF diffuse et valorise ses travaux grâce à ses publications ponctuelles et « à suite » (les œuvres complètes de Rameau et Debussy, les collections « Sciences de la musique » et « Patrimoine régional »,

la revue *Musique. Images. Instruments*), aux colloques, expositions ou concerts qu'il suscite ou auxquels il s'associe, et à ses bases de données ou archives numériques (Borée, Euterpe, « Orchestres parisiens au XIX^e siècle »). En envisageant la musique en France, non pas comme le produit culturel d'une entité géographique isolée, mais comme l'émanation artistique de l'un des lieux privilégiés des débats esthétiques et intellectuels de l'Europe musicale, l'IRPMF s'applique à favoriser les échanges de la musicologie avec les autres disciplines des sciences humaines.

Adresse :

IRPMF-UMR 200
Bibliothèque nationale de France
2, rue de Louvois
75002 Paris
Tél. : 01 49 26 09 97
Fax : 01 49 26 94 85
Mél : irpmf.cnrs@bnf.fr

Site internet :

www.irpmf.culture.fr/

Responsable :

Sylvie Bouissou (CNRS),
directrice

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, BnF

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

35 : Pensée philosophique ;
sciences des textes ; création
artistique, scientifique et
technique

Date de création :

01/01/1996

Programmes :

- Jean-Philippe Rameau
- Claude Debussy
- L'opéra et ses institutions en France et en Europe
- La vie musicale en France au Moyen Âge
- La vie musicale en France et en Europe, XVII^e-XVIII^e siècles
- La vie musicale en France et en Europe, XIX^e-XX^e siècles
- Organologie, iconographie musicale en Occident à l'époque moderne et contemporaine
- Répertoire des sources musicales
- Écrits sur la musique

UMR 7604

Laboratoire d'acoustique musicale (LAM)

Le Laboratoire d'acoustique musicale a été créé en 1993 sous la triple tutelle du CNRS, de l'université Paris VI et du ministère de la culture. Ce partenariat est représentatif des activités de recherche et d'enseignement qui y sont menées dans un domaine à la fois scientifique et artistique. La physique des instruments de musique, les études sur la perception des sons musicaux (relevant des sciences cognitives), l'acoustique des salles de concert, le développement de techniques pour la synthèse sonore et la fabrication d'instruments de musique sont les principaux domaines de l'acoustique musicale dans lesquels travaille le LAM. Les recherches qui y sont menées ont pour certaines un caractère fondamental ou prospectif, pour d'autres un caractère appliqué, pour d'autres encore un

caractère patrimonial. Parmi les recherches à caractère appliqué, on peut citer le développement de techniques de fabrication d'instruments à cordes où le bois est remplacé par des structures composites de mousse et fibre de carbone, développement mené en collaboration avec plusieurs luthiers. Par ailleurs une étude est menée sur la conservation des supports de l'information sonore et audiovisuelle (disques, CD audio, cédéroms, dévédéroms etc.). Les questions ayant trait à l'évaluation qualitative des documents enregistrés font appel à des méthodes de recherche et à des compétences qui sont développées au LAM pour l'estimation de la qualité des instruments de musique ou encore celle des bruits de notre environnement.

Adresse :

LAM-UMR 7604
Université Paris VI
11, rue de Lourmel
75015 Paris.
Tél. : 01 53 95 43 20
Fax : 01 45 77 16 59
Mél : lam@lam.jussieu.fr

Site internet :

www.lam.jussieu.fr/

Responsable :

Jean-Dominique Polack
(Université), directeur

Organismes de tutelle :

université Paris VI, MCC, CNRS

Département scientifique du CNRS :

sciences pour l'ingénieur

Section du comité national du CNRS :

9 : Mécanique ; génie des matériaux ; acoustique

Date de création :

01/01/1997

Programmes :

- Qualité sonore et environnement
- Instruments de musique
- Techniques audio

UMR 9912 Sciences et technologies de la musique et du son (STMS)

Le laboratoire STMS se présente, en cohérence avec les missions de l'IRCAM qui l'accueille, comme pôle interdisciplinaire autour des sciences et technologies du son et de la musique, selon trois aspects.

- L'interdisciplinarité au sens scientifique, comme articulation de disciplines fournissant différents points de vue complémentaires sur la création musicale, l'étude des phénomènes sonores et musicaux et les technologies de traitement des informations correspondantes. Les disciplines abordées comprennent l'acoustique, le traitement de signal, l'informatique, la musicologie, la psychologie cognitive, etc.
- L'interdisciplinarité comme lieu d'échange et de collaboration entre scientifiques et musiciens dans un objectif

d'enrichissement mutuel, notamment au travers du développement d'une nouvelle lutherie musicale entendue dans un sens élargi.

- L'interdisciplinarité au sens artistique, visant à promouvoir l'adaptation de technologies conçues pour la musique à des productions associant d'autres arts du spectacle : danse, opéra, cirque, théâtre, cinéma... Ces travaux donnent lieu à de nombreux projets réalisés dans le cadre de programmes de recherche nationaux et européens et en collaboration avec des industriels.

Adresse :
STMS-UMR 9912
Institut de recherche et de coordination
acoustique/musique (IRCAM)
1, place Igor-Stravinsky
75004 Paris
Tél. : 01 44 78 12 54
Fax : 01 44 78 15 40
Mél : cnrs@ircam.fr

Site internet :
www.ircam.fr
voir la rubrique
« départements, recherche »

Responsable :
Hugues Vinet (IRCAM),
directeur

Organismes de tutelle :
MCC, CNRS, IRCAM

**Département scientifique
du CNRS :**
sciences et technologies de
l'information et de la
communication

**Sections du comité
national du CNRS :**
7 : Sciences et technologies de
l'information (informatique,
automatique, traitement du
signal)
9 : Mécanique ; génie des
matériaux ; acoustique
29 : Fonctions mentales ;
neurosciences intégratives ;
comportements
35 : Pensée philosophique ;
sciences des textes ; création
artistique, scientifique et
technique

Date de création :
01/01/1983

Programmes :

- Acoustique musicale
- Perception et cognition
musicales
- Analyse / synthèse
- Représentations musicales
- Formulations du musical

UMR 694 Modèles et simulations pour l'architecture, l'urbanisme et le paysage (MAP)

Créée en janvier 1998 sur l'initiative du GAMSAU (Groupe de recherche pour l'application de méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme, ex URA 1247), cette unité est constituée de cinq équipes dont les problématiques portent sur les applications de l'informatique à l'architecture. La conception assistée par ordinateur et la modélisation de la morphologie architecturale et urbaine sont les thèmes historiquement fondateurs du GAMSAU puis du CRAI (Centre de recherche en architecture et ingénierie, école d'architecture de Nancy). Plus récemment la représentation en image de synthèse, la mesure optique et les problématiques patrimoniales sont venues compléter les activités de ces deux équipes. L'équipe ARIA (Applications et recherches en

informatique pour l'architecture, école d'architecture de Lyon) d'abord spécialisée dans la maîtrise des outils multimédia au service de la valorisation de la culture architecturale a suivi une évolution comparable, tandis que l'équipe ASM (Architecture et société montagnarde, école d'architecture de Toulouse) élargit les échelles étudiées à celles du paysage, et que l'équipe PAGE (Photogrammétrie architecturale et géomatique, Institut national des sciences appliquées, Strasbourg) complète les compétences de l'UMR en photogrammétrie et géomatique. Par une meilleure gestion des ressources méthodologiques et techniques — scanner 3D à balayage laser, acquisitions aériennes à basse altitude, photogrammétrie numérique, moyens

informatiques — le potentiel ainsi réuni permet le développement des thèmes abordés par les différentes équipes. C'est ainsi que dans le cadre d'une approche résolument pluridisciplinaire et considérant l'architecture comme pratique et objet de connaissance, les travaux de l'UMR portent sur l'élaboration de modèles et d'outils de simulation en architecture, celle-ci étant considérée dans ses dimensions patrimoniales, constructives, urbaines et paysagères.

Adresse :

MAP-UMR 694
École d'architecture de
Marseille
184, av. de Luminy
13288 Marseille cedex 9
Tél. : 04 91 82 71 70
Fax : 04 91 82 71 71
Mél : map@map.archi.fr

Site de Lyon :
École d'architecture de Lyon
3, rue Maurice-Audin
BP 170
69512 Vaulx-en-Velin cedex

Site de Nancy :
École d'architecture de Nancy
2, rue Bastien-Lepage
54001 Nancy cedex

Site de Strasbourg :
Institut national des sciences
appliquées
24, bd de la Victoire
67084 Strasbourg cedex

Site de Toulouse :
École d'architecture de
Toulouse
83, rue Aristide-Maillol
BP 1329
3106 Toulouse cedex 1

Site internet :
www.map.archi.fr

Responsables :

Michel Florenzano (CNRS),
directeur

Michel Berthelot (MCC),
directeur adjoint

Organismes de tutelle :
MCC, CNRS

Départements
scientifiques du CNRS :
sciences de l'homme et de la
société ; sciences et
technologies de l'information
et de la communication
(laboratoire interface)

Sections du comité
national du CNRS :
7 : sciences et technologies de
l'information (informatique,
automatique, traitement du
signal)
39 : espaces, territoires et
sociétés

Date de création :
01/01/1998

Programmes :

- Outils numériques et patrimoine architectural
- Paysage comme totalité construite
- Processus de production de bâtiments
- Partage d'informations sur internet pour l'architecture

UMR 1563

Ambiances architecturales et urbaines

L'UMR 1563, formée des laboratoires CERMA de l'école d'architecture de Nantes et CRESSON de l'école d'architecture de Grenoble, compte environ 80 personnes travaillant sur le thème des ambiances de l'environnement construit. Il s'agit d'une recherche interdisciplinaire qui explore les interactions entre les éléments physiques des ambiances (lumière, chaleur, vent, son, morphologie...) et les dimensions humaines (psychologie, sociologie...) qui sont des entités à part entière de la connaissance architecturale. Le CERMA exploite davantage les techniques informatiques de modélisation et de simulation des

phénomènes d'ambiance suivant trois axes : instrumentation des phénomènes d'ambiances, qualification et caractérisation des ambiances architecturales et urbaines, problématique de la conception des ambiances (outils, acteurs et doctrines). Le CRESSON développe une analyse des ambiances *in situ* et en amont du projet architectural selon trois axes : perception ordinaire des ambiances en milieu urbain, représentations sociales et expressions des ambiances architecturales et urbaines, problématique des ambiances pour la conception architecturale et urbaine. L'UMR coordonne le DEA « Ambiances architecturales et urbaines » délivré conjointement par l'université de Nantes et les écoles d'architecture de Nantes et de Grenoble.

Adresse :

CRESSON
École d'architecture de Grenoble
60, av. de Constantine
BP 2636
38036 Grenoble cedex 2
Tél. : 04 76 69 83 36
Fax : 04 76 69 83 73
Mél : cresson.eag@grenoble.archi.fr

CERMA
École d'architecture de Nantes
Rue Massenet
BP 81931
44319 Nantes cedex 03
Tél. : 02 40 59 43 24
Fax : 02 40 59 11 77
Mél : gerard.hegron@cerma.archi.fr

Sites internet :

www.cerma.archi.fr
www.cresson.archi.fr

Responsables :

Gérard Hegron (CNRS), directeur

Jean-François Augoyard (CNRS), directeur adjoint

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, école d'architecture de Grenoble, école d'architecture de Nantes

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

39 : espaces, territoires et sociétés

Date de création :

01/01/1998

Programmes :

- Ambiances et projet : théorie et méthodes interdisciplinaires
- Instrumentation des phénomènes d'ambiances
- Qualification et caractérisation des ambiances architecturales et urbaines
- Problématique de la conception des ambiances
- Perception ordinaire des ambiances en milieu urbain
- Représentations sociales et expressions des ambiances architecturales et urbaines
- Problématique des ambiances pour la conception architecturale et urbaine

UMR 7136

Architecture, urbanisme, sociétés (AUS)

Cette UMR multisite est issue de la rencontre et du projet commun de cinq équipes : l'IPRAUS (Institut parisien de recherche : architecture, urbanistique, société), le LTMU (Laboratoire des théories des mutations urbaines), les équipes ACS (Architecture, culture et société XIX^e-XX^e s.), LRFDS (Laboratoire de recherche et de formation doctorale en sciences sociales) et LGUEH (Laboratoire de génie urbain, environnement et habitat).

L'association de ces équipes de recherche, centrées sur la production de l'espace architectural et urbain, ne saurait prétendre couvrir l'intégralité des questions de la recherche architecturale ni de l'espace construit et habité en général. Elles ont pourtant la caractéristique d'associer et confronter les disciplines des sciences de l'homme et de la société à celles du projet architectural et urbain, et d'explorer les dimensions principales qui structurent ce champ. Y sont travaillées la dimension chronologique du fait bâti et aménagé (son ou ses histoires, courtes et longues), sa dimension géoculturelle (la diversité et la comparaison des formes construites selon les cultures), autant que la dimension que l'on pourrait dire « interne », à savoir comment l'espace est pratiqué, représenté, désiré,

projeté, construit, approprié, détourné, par les acteurs institutionnels ou individuels, et comment ce processus de bouclage et de projection, projet de l'espace sur lui-même, ainsi que les savoirs qu'il produit et requiert, sont plus ou moins maîtrisés et enseignés au sein de nos sociétés.

La fabrication de l'espace par la société, ses acteurs individuels et collectifs, ses professionnels et institutions, est le thème majeur qui traverse les composantes de l'UMR bien qu'il fasse l'objet d'approches fort diverses, tant par les échelles d'appréhension que par les outils scientifiques mobilisés.

Adresse :

AUS-UMR 7136
École d'architecture de Paris-Belleville
78 rue Rébeval
75019 Paris
Tél. : 01 53 38 50 51
Fax : 01 53 38 50 50
Mél : secretariat.umr@paris.belleville.archi.fr

Site internet :

www.paris-belleville.archi.fr/ipraus

Responsable :

Philippe Bonnin (CNRS), directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, universités Paris VIII, Paris X, Paris XII

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :

39 : espaces, territoires et sociétés

Date de création :

01/01/2003

Programmes :

- Le projet comme action sur l'espace
- Paris : les échelles de la métropole
- Architecture de la maison et production de l'habitat périurbain
- Persistances des structures spatiales et projets dans les villes asiatiques
- Identités et territorialisations

UMR 7145 **Laboratoire des organisations urbaines : espaces, sociétés, temporalités (LOUEST)**

LOUEST rassemble des chercheurs et des enseignants-chercheurs qui travaillent au sein de structures de recherche appartenant aux écoles d'architecture de Paris-Val-de-Seine (Cressac-CRH) et de Clermont-Ferrand (GERPHAU), et aux universités de Paris X-Nanterre (Jeune équipe) et de Paris XII-Val-de-Marne (Vie urbaine). Composée d'architectes, d'historiens, de géographes, de philosophes et de sociologues, l'UMR LOUEST développe des programmes de recherche structurés par l'analyse des évolutions de la ville postindustrielle, ses conditions sociales de production (conception et fabrication) et de gestion (gouvernance et

participation), ses usages et ses pratiques sociales et culturelles. Au sein de ces problématiques, LOUEST s'attache particulièrement aux peuplements et aux territoires urbains (relations entre morphologie sociale et morphologie architecturale et urbanistique), aux pratiques de mobilité et à leurs relations au logement et à l'habitat (mobilité résidentielle) et aux transports (mobilités quotidiennes), aux métiers, aux conditions de travail et aux compétences des praticiens de la ville (architectes, urbanistes, ingénieurs, experts divers), et enfin aux doctrines et aux théories de l'architecture et de la ville (savoirs savants et savoirs pratiques). LOUEST participe à des écoles doctorales des universités de Paris VIII-Saint-Denis, Paris X-Nanterre et Paris XII-Val-de-Marne. Il accueille

près de trente doctorants dont plus de dix sont allocataires MENRT, ATER dans les universités, vacataires dans les écoles d'architecture. LOUEST développe des coopérations internationales avec des laboratoires européens (réseaux Socio-économie de l'habitat et ENHR, RAMAU, Gouvernance urbaine...), nord-américains (USA et Canada) et du pourtour de la Méditerranée.

Adresse :

LOUEST-UMR 7145
Ecole d'architecture Val-de-Seine
41, allée Le Corbusier
92023 Nanterre cedex
Tél. : 01 47 76 52 53
Fax : 01 47 76 52 00
Mél : louest@paris-valdeseine.archi.fr

Site internet :

www.parisvaldemarne.archi.fr/louest.htm

Responsable :

Bernard Haumont (MCC),
directeur

Organismes de tutelle :

MCC, CNRS, universités Paris X
et Paris XII

Département scientifique du CNRS :

sciences de l'homme et de la
société

Section du comité national du CNRS :

39 : espaces, territoires et
sociétés

Date de création :

01/01/2001

Programmes :

- Le changement social et les territoires urbains
- L'évolution du système productif et la socialisation urbaine des techniques
- Les acteurs et les savoirs de la conception architecturale et urbaine

UMR 2139

Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques (CRHST)

Dès sa création en 1986 au sein de la Cité des sciences et de l'industrie, le CRHST a eu pour vocation de constituer un lieu de réflexion et d'échanges d'envergure internationale pour l'histoire des sciences et des techniques modernes et contemporaines. Autour du thème « Pratiques technoscientifiques aux XIX^e et XX^e siècles. Production, circulation et publics des sciences et des techniques », les recherches conduites par le CRHST ont connu des développements et des résultats importants en terme de redéfinition des champs de la recherche, de création de nouveaux objets ou terrains d'investigation, de collaborations institutionnelles, de publications. Sur le plan national, le CRHST poursuit depuis plusieurs années une stratégie d'informatisation des données, notamment la

mise en ligne des projets de recherche de l'équipe, tout en offrant sa maîtrise du domaine et ses compétences à d'autres équipes en sciences humaines et sociales. Pour cela, le CRHST s'est doté d'une plate-forme opérationnelle et d'un portail sur internet : *HistSciencesTech* (histsciences.univ-parisi.fr), dont il est le maître d'œuvre scientifique et technologique. Vecteur de diffusion et de valorisation du patrimoine scientifique français, ce portail fonctionne à la fois comme un outil d'aide à la recherche — au travers par exemple des corpus informatisés des œuvres de Lamarck (www.lamarck.net) et de Lavoisier (histsciences.univ-parisi.fr/i-corpus/lavoisier/) consultables en texte intégral —, et comme un espace de communication

de projets de recherche en histoire des sciences et des techniques (ACI, banques de données scientifiques ou documentaires). Depuis 2002, le CRHST et ses partenaires ont également développé un pôle de recherche en informatisation des données. Plusieurs projets en ligne sont déjà avancés : un répertoire national des chercheurs travaillant sur l'histoire des sciences et des techniques, une bibliographie courante des travaux en langue française dans ce domaine, ainsi que le développement d'outils d'aide à la mise en ligne et la communication de données sur le web (bases de données, web sémantique, corpus en ligne). La dimension européenne est elle aussi au cœur des réalisations de l'équipe : le portail *HistSciencesTech* héberge par exemple en partenariat avec

l'université d'Oxford une banque de données scientifique sur les pratiques illégales de la médecine en Grande-Bretagne entre le XVI^e et le XVII^e siècle. D'autres projets sont en cours de développement avec le Max Planck Institut de Berlin et l'Institut e Museo di Storia della Scienza de Florence.

Adresse :
CRHST-UMR 2139
Cité des sciences et de l'industrie
30, av. Corentin-Cariou
75930 Paris cedex 19
Tél. : 01 40 05 75 52
Fax : 01 40 05 75 51
Mél : crhst@cite-sciences.fr

Site internet :
www.crhst.cnrs.fr

Responsable :
Pietro Corsi (Université), directeur

Organismes de tutelle :
CNRS, CSI

Département scientifique du CNRS :
sciences de l'homme et de la société

Section du comité national du CNRS :
33 : Formation du monde moderne

Date de création :
01/01/2000

- Programmes :**
- Instruments scientifiques et objets techniques : circulation, espace, usages
 - Changement d'échelle : les grands systèmes technoscientifiques des XIX^e et XX^e siècles et les conditions techniques et organisationnelles de la grande entreprise
 - Circulation, confrontation et légitimation des savoirs et pratiques scientifiques et techniques
 - Sources de l'histoire des sciences
 - Des nouvelles technologies au service de la valorisation du patrimoine scientifique et technique et de la communauté des historiens des techniques

Remerciements

Que tous ceux qui ont accepté de contribuer à la rédaction des textes des chapitres thématiques, de se prêter au jeu des interviews, de rédiger les fiches constituant l'annuaire des structures communes de recherche et de prêter les documents illustrant cette brochure soient ici chaleureusement remerciés.

Coordination

Pour le CNRS : Laurence Caillet, directrice scientifique adjointe du département des sciences de l'homme et de la société, avec la collaboration de Véronique Santoro, chargée de la communication du département.

Pour le ministère de la culture et de la communication :

Christine Richet, adjointe au chef de la mission de la recherche et de la technologie (MRT), direction de l'administration générale, avec la collaboration de Joëlle Metzger et de Dominique Jourdy, chargées de mission à la MRT.

Réalisation

Interviews : Éléonore de Greef
Conception graphique : Sophie Costamagna
Mise en page : Callipage
Photogravure et impression : Cartoffset

ISBN 2-11-094661-X

© Ministère de la culture et de la communication (MCC)

© Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Dépôt légal : février 2004



Le ministère de la culture et de la communication et le CNRS ont signé en 2003 un nouvel accord-cadre définissant les formes de partenariat que les deux institutions souhaitent développer dans les quatre ans à venir, dans le prolongement de celles initiées depuis 1992, date de la signature du premier accord-cadre.

Les actions les plus représentatives de cette collaboration sont évoquées ici à travers neuf thèmes : archéologie, ethnologie/anthropologie, histoire de l'art, conservation et restauration des biens culturels, musicologie, recherche musicale, architecture, linguistique, informatique documentaire. Les acteurs de la recherche au ministère de la culture et de la communication et au CNRS y présentent leurs principaux programmes. Un annuaire de toutes les structures communes de recherche clôt cette brochure.

Celle-ci apporte le témoignage de la fructueuse symbiose qui peut exister entre le monde culturel et la communauté scientifique : la recherche fondamentale et la recherche appliquée se complètent et s'enrichissent l'une l'autre, les nouvelles technologies permettent à des formes inédites de production et d'échange des savoirs de voir le jour, les sciences « dures » révolutionnent les méthodes d'analyse et de conservation du patrimoine culturel. Ce dialogue entre culture, science et technologie qui réunit connaissance et création doit contribuer à mettre pleinement l'avancement du savoir au service de la société.